

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Bureau de dépôt Bruxelles 7

PRIX: 1,50 EURO
51^E ANNEE • JUIN 2007

#32

Comprendre le monde pour le changer

La droite va cogner dur: **Résistance!**



éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

Pourquoi le capitalisme continue à creuser sa propre tombe! (p.22)





Le transport, les télécommunications, la poste, la santé, l'éducation, les rivières, les montagnes, les ressources naturelles, l'eau, l'air, le vivant, l'espace, ... rien ne semble pouvoir échapper à la logique de privatisation. Présentée comme un moteur de développement, l'initiative privée est pourtant fondamentalement incapable d'assurer la garantie universelle des droits humains fondamentaux. D'une manière ou d'une autre, la réalisation de l'Alternative passera par un retour de ces secteurs stratégiques dans le domaine public. PAR OLIVIER BONFOND

(5) Pour un retour des secteurs stratégiques dans le domaine public

Un gouffre entre la théorie et la réalité, une fois de plus...

C'est bien connu, une entreprise publique ne peut être qu'inefficace, source de gaspillage et de gabegie. Une entreprise privée, quant à elle, est automatiquement synonyme d'efficacité et de rentabilité. A force de le répéter, ce discours, légitimant les privatisations, a pénétré quasiment tous les cerveaux de notre "village planétaire". Et pourtant, les exemples qui mettent en évidence l'inefficacité des privatisations sont nombreux: chemins de fer en Grande Bretagne, eau en Bolivie et au Mali, électricité en

vie des populations du Sud.

Critiquer le secteur public, oui mais...

Cela ne doit cependant pas nous empêcher de critiquer le secteur public. Il s'agit de dénoncer avec force les abus et les gaspillages. Mais il s'agit surtout de réfléchir à comment améliorer le fonctionnement des services publics, en terme d'efficacité, de démocratie et de transparence. Cependant, malgré ses faiblesses, le secteur public, plaçant la satisfaction des besoins avant le profit, est le seul à pouvoir garantir l'accès uni-

parce qu'il regorge de pétrole, il faut rappeler que le Venezuela n'est pas le seul grand producteur d'or Noir. Du pétrole, il y en a aussi au Nigeria, au Congo-Brazzaville, en Angola, et ailleurs. Rajoutons également que le pétrole n'est pas la seule ressource "stratégique", loin de là.

La République "Démocratique" du Congo, un cas emblématique

La R.D.Congo est clairement un des pays les plus riches du monde d'un point de vue des ressources naturelles. Or, diamant, uranium, cuivre, coltan, cobalt, ... sont autant de ressources naturelles qui pourraient permettre de réaliser des dépenses sociales nécessaires et urgentes pour le peuple congolais. Malheureusement, sous la pression de la Banque Mondiale, toutes ces richesses sont littéralement "bradées" au secteur privé. Un seul exemple: Adastra Minerals a obtenu début des années 2000 une concession ayant une capacité de production annuelle de 7.000 Tonnes de cobalt et 42.000 Tonnes de Cuivre. Achetée pour 15 millions de dollars, cela représente une semaine et demi de production ! Et cette concession a été donnée pour 50 ans ! Comment peut-on alors s'étonner que le budget de l'Etat est ridiculement bas (2 milliards USD pour l'année 2006) et que 80% de sa population vit dans l'extrême pauvreté.



Californie, ... autant de cas où la privatisation a entraîné une diminution de la qualité du service fourni et une augmentation des tarifs. Par ailleurs, ne l'oublions pas, une entreprise privée ne s'intéresse pas aux besoins, mais bien à la maximisation du profit. Pour elle, seule la demande solvable compte. Dans un contexte mondialisé où l'écrasante majorité de la population mondiale n'a quasiment aucun pouvoir d'achat, il est tout simplement absurde de croire que l'initiative privée peut améliorer les conditions de

versel à l'eau, aux soins de santé, à l'enseignement.

Suivre l'exemple du Venezuela, et des autres ...

Si le Venezuela a pu éradiquer l'analphabétisme et réaliser des progrès significatifs dans le domaine de la santé et l'éducation, c'est bien parce que l'Etat a repris le contrôle des secteurs stratégiques, en particulier du pétrole. Et à ceux qui pensent que le Venezuela peut mettre en place de telles démarches

D'une manière ou d'une autre, si le peuple congolais, comme tous les autres peuples opprimés du monde, veulent rétablir leurs droits, il faudra reprendre le contrôle de ces richesses. Un Etat n'étant que la cristallisation des rapports de force au sein d'une société, cela ne sera cependant possible que dans le cadre d'une forte mobilisation populaire, tel que cela a été le cas au Venezuela... ■

Les élections législatives confirment qu'une tendance lourde se dessine en Europe: avec l'Ecosse, l'Irlande, la France, l'Etat Espagnol, et aujourd'hui la Belgique, c'est la droite, souvent pure et dure, qui a le vent en poupe. Un nouveau retour de balancier qui sanctionne partout le social-libéralisme des PS. Il est clair que cette tendance reflète une volonté populaire de changement et de rupture. Mais cette volonté s'exprime de manière déformée, elle est captée et bien entendu détournée par une droite démagogue et populiste. En fait de rupture, c'est un approfondissement des politiques anti-sociales, sécuritaires et anti-démocratique qui est à l'ordre du jour. La bourgeoisie européenne s'en frotte les mains ; ces victoires électorales lui permettent de mettre les bouchées doubles pour ressusciter feu le Traité constitutionnel européen afin d'accélérer les contre-réformes néolibérales et positionner l'Europe dans la concurrence acharnée que se livrent les puissances impérialistes sur le marché mondial.

En Belgique la social-démocratie est au pouvoir depuis près de 20 années. Vingt ans au cours desquelles les inégalités, le chômage et la misère n'ont cessé de croître d'un part et les richesses et les profits de s'accumuler aux mains de quelques-uns d'autre part. La social-démocratie paye à la fois sa longue co-gestion du néolibéralisme, de l'austérité et la corruption scandaleuse qui règne en son sein. Les deux sont d'ailleurs étroitement liés : lorsqu'on accepte les règles du capitalisme, on est alors entraîné

plus renforcées du fait des résultats asymétriques entre la Flandre et la Wallonie. Mais la tendance est la même : à droite toute, bien qu'à des degrés divers (la droite et extrême droite pèsent plus de 54% en Belgique francophone, contre 75% en Flandres !). L'extrême droite ne progresse plus autant, surtout du côté francophone et s'il faut s'en réjouir, l'euphorie n'est pas de mise pour autant: si l'on additionne les scores du Vlaams Belang, de la Liste Dedeker, du FN et de Forces Nouvelles, son poids est toujours intolérable.

La victoire de la droite est aussi le résultat de l'échec de la gauche anticapitaliste à offrir une alternative suffisamment crédible aux yeux des masses. En Belgique, la barre des 5% d'éligibilité et des règles d'accès aux médias particulièrement anti-démocratiques rendent la tâche très difficile. Mais cela n'explique pas tout. Comme aux législatives de 1999, bien que dans une moindre mesure, c'est Ecolo, qui a raflé les pertes du PS. Or, ce sont ces électeurs que la gauche anticapitaliste aurait pu, aurait dû capter. Elle n'en a pas été capable. Les résultats des listes CAP (autour de 0,3%), PC et PTB (autour de 0,8%) parlent d'eux-mêmes. Leur bilan doit avant tout se tirer en fonction de leur objectif. Pour le PTB, il s'agissait, si pas d'arracher un élu, du moins de généraliser leurs quelques bons scores aux communales. Malgré une campagne remarquable, si la progression est effective, elle n'est pas spectaculaire et ne fait que confirmer ou renforcer les bons scores locaux déjà obtenus. Sur le CAP, qui se présentait comme l'embryon du "nouveau parti des travailleurs", la volonté

A droite toute!

à le jouer à fond, y compris dans ses dimensions criminelles et de gestion douteuse des biens publics. Et c'est la " gauche " qui paye électoralement le prix fort de la corruption, pas la droite qui pratique pourtant les mêmes méthodes.

Il est encore trop tôt pour prédire si la social-démocratie va se retrouver ou non dans l'opposition et quelle sera la configuration exacte du prochain gouvernement. Mais quel qu'il soit, il n'y aura pas de rupture; ce sera un exécutif qui mènera tambour battant l'offensive contre nos conquêtes sociales, avec la sécu en ligne de mire, la volonté de scinder les politiques d'emploi, la poursuite des privatisations et la réforme de l'Etat dans un sens anti-démocratique. La riposte dans la rue doit donc s'organiser dès aujourd'hui. Les directions syndicales auront une lourde responsabilité dans cette nécessaire résistance car elles ont tout fait pour étouffer les luttes sociales récentes afin de ne pas gêner les " amis politiques " au pouvoir. Cette stratégie est, faut-il le souligner, un fiasco intégral. C'est au contraire dans les luttes, par la mobilisation des travailleurs, que l'on fera reculer la droite et l'extrême droite.

Les forces centrifuges dans l'Etat Belgique se sont une fois de

du MAS en son sein d'aller aux élections coûte que coûte se paye cher. En Flandre, le CAP réalise l'exploit de récolter moins de voix que le MAS aux élections européennes de 2004. Le PC, quant à lui, a fait un score honorable, avec une pointe en Hainaut. Son programme n'était pas mauvais du tout, mais il manquait pour le moins un discours sur les luttes nécessaires afin d'arracher ce programme.

Quels que soient les bilans des scores pour les uns ou pour les autres, le constat est limpide : dans sa totalité la gauche radicale n'a pas pu émerger de sa marginalité électorale. Mais malgré tous leurs défauts, les listes de la gauche radicale ont toutefois eu le mérite de permettre que s'exprime un vote contestataire, clairement à gauche du PS et des Verts. C'est un point d'appui pour l'avenir. Les prochaines échéances seront d'ailleurs plus difficiles pour la gauche radicale si la social-démocratie se retrouve dans l'opposition, d'où elle tentera de redorer son blason. La pression du prétendu " vote utile " en sa faveur n'en sera que plus forte. La LCR appelle donc toute la gauche anticapitaliste et tous les progressistes à se ressaisir et à réfléchir ensemble et sérieusement sur le bilan de ce 10 juin. Et en premier lieu afin de mener de la manière la plus unitaire possible les luttes et résistances à venir. ■

la gauche

Journal de La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, ex-POS) - Quatrième Internationale -
Mensuel édité par la Formation Léon Lesoil

EDITEUR

RESPONSABLE: David Dessers

SECRETARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //

Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Olivier Bonfond, Céline Caudron, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Dessers, M.D, Freddy Dewille, Denis Horman, Sandrine Laurent, Isabelle Ponet, Stuart Piper, Ataulfo Riera,

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".



Le voyou climatique G.W. Bush (G.W. comme global warming) tente une manoeuvre grossière dans le but de reporter au maximum la conclusion d'un traité international prenant le relais du Protocole de Kyoto. Face à la bataille de chiffonniers des grandes puissances, qui prennent chacune le climat en otage de leurs intérêts, une vaste mobilisation mondiale est plus que jamais indispensable! PAR DANIEL TANURO

Le climat pris en OTAGE au G8

"Global Warming" Bush propose que les 15 pays qui émettent ensemble 85% des gaz à effet de serre se rencontrent à l'automne dans le but de conclure un accord à la fin de 2008. Cet accord serait en fait un patchwork des plans nationaux que les différents pays concocteraient dans le but de contrôler leurs émissions au cours de la période 2012-2030. En complément, les 15 se mettraient d'accord sur des méthodes de mesures de leurs progrès, sur un soutien à la recherche scientifique et technologique, et adopteraient éventuellement un objectif général commun -mais non contraignant- de réduction des émissions globales. Parmi d'autres mesures, "Global Warming" Bush a proposé que les pays développés fassent des ristournes sur les technologies "propres" (développées grâce aux subsides publics) et que les pays en développement, en échange, diminuent les barrières à l'importation des technologies en question. Bush prétend que son plan a l'avantage d'être "bottom-up" (de bas en haut) tandis que la démarche dans le cadre de Kyoto est "top-bottom" (de haut en bas), ce qui est une manière détournée de dire qu'il ne faut rien imposer aux USA qui émettent 25% des gaz à effet de serre avec 5% de la population mondiale.

L'idée d'un objectif global contraignant, dicté par les diagnostics de la science du climat, gagne du terrain, y compris parmi les responsables politiques libéraux. Tant mieux... mais pourquoi? D'abord, ces responsables ne peuvent rester indifférents à la pression de l'opinion publique et tous ont l'oeil fixé sur des rendez-

vous électoraux. Ensuite, ils craignent que la crise climatique déstabilise très profondément la planète, et que les gouvernements soient pointés du doigt pour n'avoir pas pu prévenir le désastre, ce qui pourrait créer des situations politiques et sociales explosives. Enfin, ils voient les possibilités de profit qu'offre le développement des technologies "propres". C'est ce cocktail de raisons qui explique qu'Angela Merkel ait pris position pour un



accord international fixant la hausse de la température moyenne à 2°C maximum par rapport à la période pré-industrielle, et réduisant de 50% des émissions globales d'ici 2050.

Bush, de son côté, ne veut pas entendre parler d'objectifs contraignants parce que ceux-ci conforteraient l'avantage compétitif des principaux concurrents des Etats-Unis. Qui va profiter le plus d'un marché mondial du carbone? La City de Londres, qui s'appuie sur l'expérience pratique du système européen d'échange de droits (ETS). Qui va profiter le plus du nouveau marché des technologies énergétiques propres? L'Allemagne (et l'UE à sa suite) ainsi que le Japon qui, du fait de leurs soucis d'approvi-

sionnement et d'indépendance énergétiques, ont offert de généreux subsides aux entreprises, notamment dans le domaine solaire et éolien. Dans ce contexte, Bush veut gagner du temps. Mais, d'un autre côté, sa politique climatique/énergétique est contestée par une partie importante (voire majoritaire) de la classe dominante aux USA, ce qui risque de coûter cher aux Républicains. C'est pourquoi Bush ne pouvait plus se contenter d'apparaître comme le Monsieur "No" en matière de climat, il devait prendre une initiative. Sa proposition actuelle est le résultat de cette situation contradictoire. Quoique la manoeuvre soit grossière, elle n'est pas malhabile pour autant, car elle mise sur le fait que les dirigeants des grands pays en développement, Chine, Inde et Brésil, tout en étant plutôt favorables au cadre des Nations Unies, veulent conserver le maximum de possibilités de bâtir un développement capitaliste sur la combustion des combustibles fossiles.

Dans tout ce remue-ménage, les besoins sociaux et écologiques pèsent de peu de poids, quels que soient les protagonistes. C'est tout à fait évident dans le cas de "Global Warming" Bush. Les représentants de son administration ont adopté le rapport du groupe du GIEC qui égrène les répercussions très graves qu'aura le réchauffement si une action énergique n'est pas entreprise d'ici huit à neuf ans. Sachant que les conséquences frapperont en premier lieu les pauvres en général, en particulier dans les pays pauvres,

et qu'elles toucheront des centaines de millions, voire des milliards de gens, il n'est pas exagéré de parler ici de cynisme criminel, voire de préparation délibérée d'une politique barbare impliquant la mort en masse d'êtres humains innocents. Mais le cynisme est à peine moindre dans le camp de Blair, Merkel et Cie: tous s'accordent à dire que le sauvetage du climat passe par une accentuation des politiques néolibérales telles

que l'achat de droits de polluer (dont le gâchis vient d'être brillamment démontré par une étude du Guardian)⁽⁴⁾. Le cynisme, enfin, est tout aussi présent dans les classes dominantes des grands pays en développement, qui espèrent trouver refuge dans l'Arche des riches et se soucient des impacts climatiques sur le sort des pauvres comme un poisson d'une pomme.

Dans ce contexte inquiétant, il est

plus que jamais nécessaire de construire une mobilisation sociale mondiale la plus large possible, autour d'un message simple et clair tel que celui de l'appel "Climat et justice sociale"⁽²⁾, dont il a déjà été question dans ces colonnes. ■

(1) "Truth about Kyoto: huge profits, little carbon saved", 2/6/07.

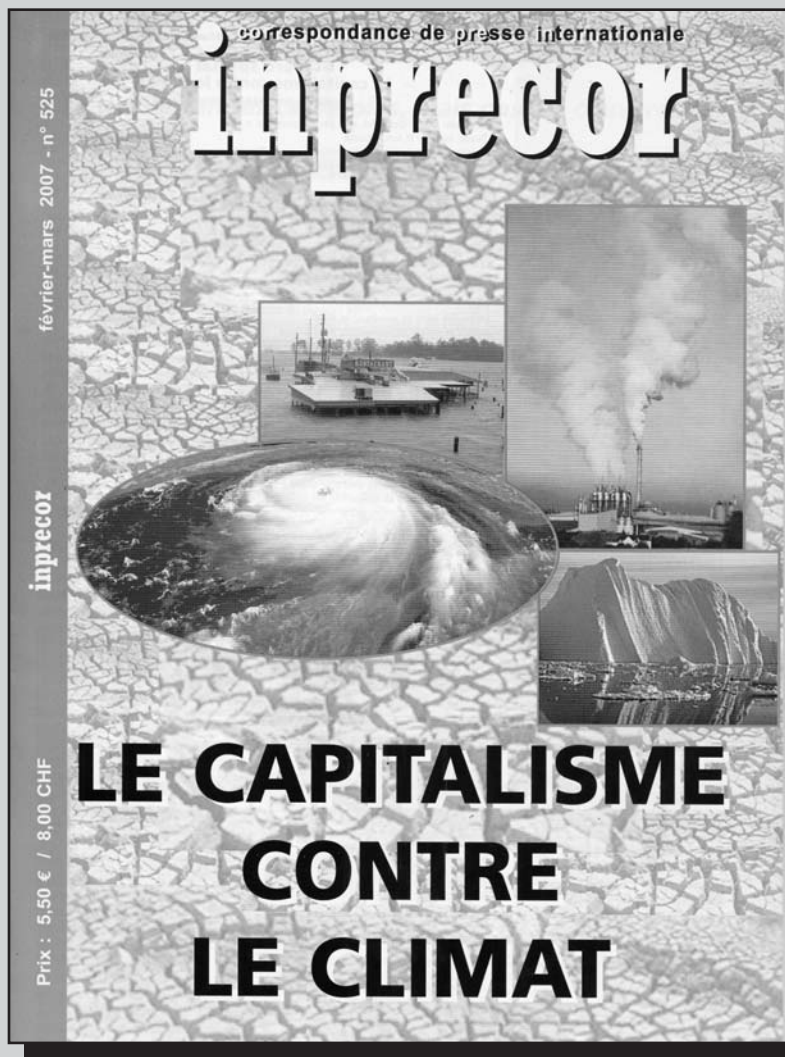
(2) <http://petitions.agora.eu.org/climatejusticesociale/index.html>

“Le capitalisme contre le climat” Un numéro spécial d’Inprecor

Un instrument indispensable afin de saisir toutes les données et enjeux de la question et ce dans une perspective, anticapitaliste, de transformation radicale d'un système dominant qui nous mène droit au mur. Cet instrument est un dossier spécial de la revue Inprecor éditée sous la responsabilité de la IVE Internationale. Coordonné et rédigé en majeure partie par notre camarade Daniel Tanuro, responsable de la rubrique Eco-logique dans La Gauche et l'un des animateurs de la commission écologie de la LCR, ce numéro spécial d'Inprecor est spécialement vendu en Belgique dans le cadre de notre campagne au prix exceptionnel de 3 euros.

**Vous pouvez également le commander en adressant un courrier à la LCR;
20 rue Plantin 1070 Bruxelles, info@sap-pos.org et en versant la somme de 3 euros
(+0,50 euros de frais d'envoi) sur le compte de la Formation Léon Lesoil asbl: 001-072845157**

Inprecor n° 525 Numéro spécial préparé par Daniel Tanuro



- > "Le diable fait les casseroles, mais pas les couvercles"
- > Défense du climat et anticapitalisme
- > Décarbonisation et décroissance énergétique
- > La science, la technologie, Dieu et les relations sociales
- > Logement et climat
- > Cinéma - "Une vérité qui dérange"... le capitalisme
- > Schwarzenegger prépare l'après-Kyoto
- > La loi de la valeur en panne
- > Pour une anthologie de la stupidité capitaliste
- > Un défi social et politique MAJEUR
- > Un gouffre entre les paroles et les actes
- > Mythes et réalités technologiques, défis sociaux
- > Efficacité énergétique et renouvelable: faits et chiffres
- > 4ème rapport du GIEC: Négociations sur le climat - l'après-Bush a commencé
- > GRANDE-BRETAGNE: "Campaign against Climate Change"
- > QUÉBEC: Les syndicats pour la nationalisation de l'éolien
- > L'hydrogène n'est pas une panacée
- > Pourquoi il faut cesser d'émettre du carbone fossile
- > L'après-Kyoto risque d'être très libéral...
- > "La situation est grave et requiert une action beaucoup plus résolue que ce qui a été mis en place ou est envisagé par la communauté internationale"
- > Entretien avec le climatologue Jean-Pascal van Ypersele
- > Science du climat et société
- > Quelles revendications d'urgence ? par Vincent Gay
- > Maintenant la justice climatique, Déclaration de Durban (document)
- > La planète avant les profits, c'est pour quand ? par Olivier Besancenot

Verhofstadt a mené une politique néolibérale beaucoup plus modérée que ce qu'on pouvait attendre sur base de ses déclarations des années '80 et du début des années '90. Si l'orientation néolibérale a clairement marqué les deux dernières législatures, comparé aux plans Harz de Schröder en Allemagne, à la politique de Blair au Royaume-Uni ou aux annonces violentes de Sarkozy en France, il existe une différence de degré. C'est ce qui risque de changer radicalement avec le résultat issu du scrutin du 10 juin : une droite pure et dure qui gouverne et qui mène frontalement la casse sociale. PAR M.LIEVENS

Huit années de Verhofstadt

Cette "modération" des législatures précédente explique en partie que les processus de recomposition politique les plus importants se sont déroulés à droite et non à gauche; la bourgeoisie voulant disposer d'un instrument fiable: la formation du MR en 2002, les discussions sur la " Forza Flandria ", le fait que le Vlaams Belang exerce toujours plus d'at-



traction auprès des patrons, le phénomène récent de Dedecker, etc.

Fédéralisme néolibéral

Frank Vandenbroucke et Johan Vandelanotte ont senti plus que tout autre que la politique de contre-réforme néolibérale allait moins vite qu'ils ne l'avaient espéré. Ils ont rédigé en 2004 deux lettres ouvertes appelant à des mesures énergiques. Le même Vandenbroucke a également surpris en allant très loin dans son paidoyer pour le régionalisation d'un certain nombre de compétences socio-économiques. C'est que la difficulté pour réaliser une politique néolibérale forte (mais aussi pour organiser la contre-résistance!) découle en partie de la structure complexe de l'État belge. Il est remarquable que quasiment tous les arguments pour une régionalisation plus poussée sont techniques et non politiques: il faut des paquets de compétences homogènes, les instruments pour mener une politique socio-économique doivent être

adaptés au contexte régional, etc. Ce que veut la bourgeoisie flamande, ce n'est pas la reconnaissance de droits nationaux, mais un appareil d'État qui puisse mener la politique néolibérale plus efficacement qu'aujourd'hui.

La structure de l'État belge est donc un lourd obstacle pour la (les) classe(s) dominante(s). La formation des exécutifs se déroule laborieusement, ces gouvernements se composent de toute une série de partis (six pour Verhofstadt I, quatre pour Verhofstadt II). La répartition des compétences entre les gouvernements fédéral et régionaux est pénible. La structure de l'État génère inévitablement des phénomènes de crise, comme Verhofstadt en a connu plusieurs: les vols de nuit et DHL, la scission de B-H-V. Pas étonnant que la bourgeoisie flamande soit à la recherche de plus de stabilité et d'unité au niveau flamand.

Le fait que Verhofstadt n'a pas accomplis toutes les grandes transformations socio-économiques néolibérales fait que le CD&V peut aujourd'hui se targuer d'avoir, lui, mené la " politique de relance" des années '80 et '90. Ce sont les gouvernements avec le CVP (de l'époque) qui ont le plus durement frappé le monde du travail. La dévaluation, la modération salariale, les sauts d'index, ont poussé la part des salaires dans le revenu national vers le bas. Ainsi ont été jetées les bases des bénéfiques actuels des entreprises qui sont essentiellement offerts comme dividendes aux actionnaires; autrement dit une redistribution inversée du travail vers le capital. La baisse constante de la part du travail dans le revenu national s'est ralentie à la fin des années '90 et depuis l'arrivée au pouvoir de Verhofstadt cette part est restée plus ou moins constante. Ainsi,

concernant la politique salariale, il a rigoureusement suivi la loi sur la compétitivité telle qu'elle avait été mise en place sous Dehaene.

Etat social actif

Une des rares étapes, importante surtout sur le plan idéologique, que les gouvernements Verhofstadt ont pu réaliser, c'est la mise en œuvre de " l'État social actif". Un certain nombre des mouvements de luttes syndicaux les plus importants - et il faut le dire, ils furent encore prudents - furent menés contre les mesures dites " d'activation " :

- l'activation des chômeurs de Frank Vandenbroucke, qui a rencontré une certaine résistance contre cette politique de " chasse aux chômeurs ".

- Le plus important mouvement de lutte pendant les gouvernements Verhofstadt fut évidemment celui contre le pacte des générations. Malgré ses limites, l'ampleur de ce mouvement a été remarquable. Il a dépassé dans une large mesure les travailleurs qui sont plus ou moins directement touchés par le démantèlement des prépensions. La protestation exprimait aussi un mécontentement plus général contre la politique néolibérale, qui allait plus loin que les mesures concrètes du pacte des générations.

- Un instrument important dont les gouvernements Verhofstadt ont fait largement usage, mais contre lequel il y eut peu de résistance, c'est la réduction des charges. Verhofstadt a fait baisser les contributions patronales à la sécurité sociale d'environ 5 milliards d'euros par an (ros). En même temps les gouvernements Verhofstadt ont montré leur côté le plus " social-libéral " en augmentant



(beaucoup trop peu et trop tard) certaines allocations.

- Verhofstadt a lancé les titres-services qui régularisent le travail au noir, mais par leur succès ils ont surtout boosté le travail précaire.

Cette politique d'activation a un impact important en ce qu'elle mine encore plus la stabilité déjà affaiblie de la sécurité sociale. Dans l'État social actif la sécurité sociale n'est plus considérée comme un ensemble de droits sociaux, qui font partie des droits citoyens. La sécurité sociale est vue au contraire comme un instrument du " marché du travail " qui doit être adapté au contexte où il est appliqué, ce en quoi l'État social actif a donné une énorme impulsion en faveur de la régionalisation de certains secteurs de la sécurité sociale. Considérée comme un tel instrument, la sécurité sociale devrait être modulée selon le contexte de son application, autrement dit selon des cas différents en Flandre et en Wallonie.

Restructurations et privatisations

Il faut aussi s'attendre à ce que le fonctionnement du marché du travail (la " flexibilité ") reste un enjeu important pour les futures restructurations néolibérales, peut-être plus important encore que la poursuite de la modération salariale. Le modèle néolibéral, formaté pour la recherche de profits plus rapides pour les actionnaires, est caractérisé par le phénomène de restructuration permanente des entreprises. Cette dernière n'est plus une mesure exceptionnelle mise en place lorsqu'un secteur

économique est "caduc" (comme les charbonnages), mais est devenu un instrument de gestion utilisé en permanence par les entreprises dans leurs stratégies mondiales. Sur ce plan on peut s'attendre à une nouvelle offensive dans les années à venir. En Belgique on fait en effet beaucoup moins usage des contrats flexibles qu'aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni.

Directives européennes "oblige", une politique de privatisations et de libéralisations a été poursuivie de manière soutenue par les deux législatures précédentes. Le partenariat de la Poste avec la Poste danoise, la mise en œuvre Géoroute, qui augmente la pression de travail sur les facteurs. La SNCB a été restructurée avec l'œil sur la libéralisation du marché européen. BIAC a été privatisé. La Sabena a fait faillite, l'État belge a vu ses aides d'État disparaître dans les poches des capitalistes suisses. Le gouvernement Verhofstadt a soutenu - comme tous les gouvernements néolibéraux - d'une manière sélective des entreprises spécifiques; Electrabel par exemple (la soi-disant "pax electrica": on ne touche pas aux bénéfices abusifs), ou les aides ciblées aux entreprises en appliquant des baisses des charges ponctuelles (comme pour le travail en équipes, surtout dans l'industrie automobile).

Ethique et "internationalisme"

Sur le plan des thèmes soi-disant éthiques (euthanasie, homosexuels, ...) les gouvernements Verhofstadt ont indéniablement fait des pas en avant. Le néolibéralisme de l'OpenVLD et du MR ne se combine pas avec une sorte de

conservatisme réactionnaire à la Thatcher, mais plutôt avec Blair.

Sur le plan international les gouvernements Verhofstadt ont mené une véritable politique "libérale-cosmopolite": une politique des "droits humains", "d'interventions humanitaires", de "multilatéralisme", d'approche diplomatique. Dans la terminologie de Negri nous pouvons parler d'une vraie logique "impériale", qui tranche avec l'approche impérialiste et unilatérale des USA. Verhofstadt a pris position contre la guerre en Irak, mais a participé à des "missions de paix" dans les Balkans, au Congo, au Liban, en Afghanistan. Les chrétiens-démocrates vantent cette politique étrangère, peut-être en partie pour faire oublier que certains d'entre eux avaient à l'époque plaidé pour une collaboration avec les États-Unis en Irak. Les livraisons d'armes à une "démocratie naissante" comme le Népal ont parfois percé le discours. La loi de compétence universelle contre les génocides n'a pas non plus résisté à la pression nord-américaine. Verhofstadt a quand même clairement joué une carte transnationale, et a plaidé à fond pour les États-Unis d'Europe. Il a été l'un des plus chauds partisans de la constitution européenne, qui a été approuvée sans consultation populaire.

Le fait que la Belgique soit pleinement liée et intégrée au grand capital international, qu'elle ne possède pas ses propres grandes multinationales, n'est évidemment pas étranger à cette politique "internationaliste".

Crise blanche

Si Verhofstadt n'a pas répondu à toutes les attentes de la classe dominante, ses deux gouvernements successifs ont malgré tout permis à cette dernière de résorber la véritable crise de régime qu'avait connu le pays en 1999 avec l'affaire Dutroux et la "Crise Blanche". Les principales institutions de l'État bourgeois (les forces de l'ordre et la Justice) étaient totalement discréditées aux yeux des masses, tout comme la classe politique. Ce fut là surtout le rôle et le "mérite historique" du premier gouvernement Verhofstadt dit "arc-en-ciel"; sauver les meubles d'un régime en perdition en "changeant des choses pour que rien de fondamental ne change". ■

Les élections législatives du 10 juin prochain se profilent comme l'un des scrutins les plus mornes et ennuyeux dans l'histoire de ce pays. A gauche de la "gauche" institutionnelle, il aurait pourtant été vital d'offrir une véritable alternative face au bilan du gouvernement néolibéral de Verhofstadt. Mais les occasions offertes par la lutte contre le Pacte des générations ont été gâchées et la conjoncture a changé. C'est dans ce contexte que la LCR, qui a décidé de ne pas se présenter seule, ni de présenter ses propres candidats sur d'autres listes, appelle sans illusions à voter indistinctement pour toutes les listes à la gauche de la social-démocratie et des Verts. PAR ATAULFO RIERA

LES ÉLECTIONS DU 10 JUIN ET LA GAUCHE RADICALE

Occasions perdues



L'indifférence de la population à l'égard des élections du 10 juin est frappante. Et ce ne sont pas les efforts pathétiques du PS, du MR, du CDH ou d'Ecolo pour nous y intéresser, notamment en plagiant de manière grotesque les positions des principaux candidats des élections françaises - qui, elles, ont passionné les masses - qui y changeront quoi que ce soit.

La classe politique belge paye ainsi l'absence d'enjeux réels, aux yeux de la réalité quotidienne vécue par les gens, de ses scrutins électoraux dans un pays où le compromis est roi, où de vastes gouvernements de coalition se forment sans principes (qui plus est asymétriques entre le Nord et le Sud) en mélangeant "gauche" et droite et où les "débats" idéologiques sont des plus ternes et confus. D'autant plus que, dans le cas présent, l'avenir de la future coalition gouvernementale sera dominée par une Xième et interminable querelle de chiffonniers communautaires. Pas de quoi passionner les foules...

L'évolution particulière d'Ecolo a grandement contribué également à ce désintérêt généralisé de la chose politique en Belgique: sa participation gouvernementale dans l'arc-en-ciel, sa conversion au

néolibéralisme et son ouverture affichée à tout futur gouvernement néolibéral, quel que soit le partenaire, n'ont fait que brouiller encore plus les repères idéologiques et programmatiques et placent définitivement ce parti comme une formation de pouvoir "comme les autres".

Face à cette évolution de la "gauche" institutionnelle (classique depuis fort longtemps en ce qui concerne la social-démocratie, plus récente pour les Verts) et face au bilan du gouvernement néolibéral de Verhofstadt, il aurait pourtant été nécessaire d'offrir une véritable alternative à gauche, large, unitaire et surtout crédible. Or, tel ne sera pas le cas le 10 juin; les formations de la gauche radicale se présentent en ordre dispersé et les listes qui prétendent incarner une telle alternative ne rencontrent aucun écho significatif tant leur campagne est inaudible. Cette absence renforce d'ailleurs d'autant l'indifférence envers le scrutin.

Le bilan de cet échec est encore à faire et nous attendrons les résultats du 10 juin avant de l'aborder en détail dans toutes ses conséquences. Mais on peut déjà souligner que deux facteurs ont puissamment contribué à cette absence d'alternative: la division persistante de la gauche radicale et le retournement de la conjoncture ouverte par les luttes contre le Pacte des générations.

Retournement

Du fait du soutien du PS et du Sp.a en faveur de ce Pacte, la lutte des travailleurs qui s'y étaient opposés avait ouvert la possibilité que des secteurs importants de la base syndicale - et même, dans une moindre mesure, de "l'appareil" - entament un processus de rupture avec la social-démocratie et s'engagent -comme en

Allemagne dans le cas du nouveau parti Die Linke- dans la construction d'une nouvelle force politique. Qui plus est, en Belgique francophone le PS s'enfoncé depuis longtemps dans des scandales de corruption et de gestion douteuse du bien public. Mais le potentiel porté par ces événements ne s'est pas concrétisé: les directions bureaucratiques des syndicats ont maintenu la bride et freiné tout débordement des luttes pour ensuite recoller fermement les morceaux avec les "amis politiques". Le sommet de la FGTB se trouve aujourd'hui activement engagée dans un soutien total au PS, le prétexte-épouvantail étant tout trouvé: "face aux menaces de scission de la Sécu, de la politique de l'emploi, agitées au Nord, il faut renforcer le PS dans le prochain gouvernement pour s'y opposer efficacement".

La défaite de la lutte contre le Pacte, et plus encore la manière dont elle a été gérée par sa direction, ont démoralisé et désorienté la base syndicale et les travailleurs. Cette démoralisation et désorientation expliquent la facilité avec laquelle la bureaucratie syndicale a pu faire ensuite avaler sans contestation le dernier Accord interprofessionnel. Elles expliquent aussi l'ampleur limitée de la lutte à VW Forest. En bridant, puis en gelant les luttes ouvrières, la bureaucratie syndicale s'est placée à la remorque et à la rescousse de la social-démocratie et a de ce fait "vidé le bocal" dans lequel une tentative de recombinaison aurait pu puiser sa principale force.

Une Autre Gauche (UAG) en Belgique francophone et le Comité pour une Autre Politique (CAP) en Flandre, toutes deux soutenues depuis le début par la LCR, se sont constitués dans le sillage des luttes

contre le Traité constitutionnel européen et le Pacte des générations. Contrairement à la France avec le référendum sur le TCE ou la lutte contre le CPE, en Belgique, ces deux combats se sont achevés en défaites.

A gauche de la "gauche"

Malgré quelques débuts prometteurs, on doit malheureusement constater que, pour des raisons dues à la fois à leur évolution interne et au retournement de la conjoncture, UAG et le CAP n'ont pas pu incarner pour les élections du 10 juin une dynamique forte en faveur d'une nouvelle alternative politique à gauche. Mais elles y ont répondu de manière distincte: le CAP a malgré tout décidé de déposer ses propres listes tandis qu'UAG a estimé n'avoir ni les moyens matériels, humains et politiques (un programme) que pour offrir des listes crédibles capables d'obtenir un résultat réellement significatif. Une décision correcte mais qui traduit justement cette absence de dynamique et qui n'empêche pas la démotivation.

Parmi les raisons objectives, on doit également pointer que, outre les luttes des travailleurs/euses, toutes les autres luttes et mouvements sociaux sont, à quelques exceptions près, à leur niveau le plus bas et que de nombreuses organisations et collectifs militants ou associatifs traversent des crises importantes. Or, toute tentative de recomposition à gauche a besoin des mobilisations sociales pour "décoller", pour se nourrir, se développer, se lier à la classe. Aucune recomposition politique à gauche digne de ce nom ne peut se prolonger "à froid", en l'absence de grands mouvements sociaux, et surtout de la poussée vers la rupture avec le social-libéralisme incarné aujourd'hui par le PS et les Verts et en faveur de l'unité à gauche de la gauche qu'elles impliquent.

Ajoutons que la gauche radicale n'a pas brillé d'intelligence. Le PC a été plus que prudent à engager ses forces depuis le début dans l'expérience d'UAG et il a clairement et très vite opté pour se présenter seul aux élections afin de trouver une issue à sa crise interne, comme

il l'a plus d'une fois tenté sans succès dans le passé. Le PTB quant à lui est totalement resté en dehors et se berce toujours de l'illusion de la "percée électorale" à portée de main qui lui permettra de devenir l'acteur incontournable et incontesté à gauche de la social-démocratie et des verts, bref d'incarner lui-même la nouvelle force politique nécessaire. On doit constater qu'il a mis dans ce but beaucoup d'eau dans son vin programmatique afin de toucher les larges masses et d'apparaître comme un parti pas trop "extrémiste", ni même révolutionnaire ou anticapitaliste.

tiques sectaires hors normes qui rappellent sous certains aspects celles du PTB à sa pire époque. En Belgique francophone, après avoir quitté UAG pour des raisons futiles⁽¹⁾, le MAS a ensuite sciemment joué sur la division du projet unitaire en construisant en concurrence directe avec UAG des groupes CAP montés de toutes pièces par lui seul. Or, l'espace étant déjà très réduit en Belgique, il ne peut y avoir de la place que pour une seule initiative de recomposition unitaire et non deux ! Il est parvenu ainsi à offrir l'image d'une gauche radicale incapable de s'entendre et a fini par dis-

créditer aux yeux de beaucoup la tentative de recomposition elle-même. Un exemple des conséquences négatives de cette division a été offert par la tentative avortée menée par des membres d'UAG de présenter une liste véritablement unitaire dans le Hainaut. Ni le PC, ni le PTB, ni le MAS (CAP) n'ont embrayé et les camarades impliqués se sont finalement résignés à ne pas ajouter à la division ambiante en présentant une liste supplémentaire sous le label "Gauche".



Mais le problème du PTB est qu'il en fait trop ou trop peu: tout "rénové" et relooké qu'il soit, tant que le stalinisme sera maintenu au sein de ce parti, il lui sera impossible de jouer en Belgique le rôle du SP hollandais, du Bloc de Gauche portugais ou de Die Linke en Allemagne. Les quelques bons scores recueillis par lui aux dernières communales ne doivent pas faire illusion: entre les 15 élus locaux obtenus après plus de 30 ans d'existence et les centaines que comptent le SP ou le Bloco, après 8 ans d'existence pour ce dernier, la marge est importante. Sans une réelle ouverture et collaboration avec d'autres forces de la gauche radicale, il n'obtiendra jamais un score significatif, et encore moins un élu parlementaire, ce qui constitue les principaux éléments susceptibles aux yeux des masses de sortir la gauche anticapitaliste de sa marginalité actuelle. Seule une telle unité pourrait ainsi briser le blocus médiatique pratiqué à son encontre.

Quant au MAS, son discours sur la recomposition masque très mal des pra-

Dans sa rhétorique justificative, le MAS pratique le révisionisme historique en affirmant que les CAP se sont constitués en Wallonie face au refus d'UAG d'aller aux élections, ce qui est proprement faux puisque les CAP à Liège et à Tournai ont été créés par lui en décembre 2006 et qu'UAG n'a pris sa décision définitive qu'en... février 2007. Et dans le Hainaut, où même après cette date existait la volonté chez des groupes d'UAG de participer au scrutin, l'existence et l'attitude du CAP a handicapé (pour ne pas dire plus) la possibilité d'une réelle liste unitaire.

L'attitude de division irresponsable du MAS se combine avec l'aventurisme électoraliste le plus débridé. Pour une organisation révolutionnaire, se présenter ou non sous son propre drapeau aux élections est un choix tactique et il n'est pas conditionné par le résultat espéré (surtout dans une période non-révolutionnaire comme la nôtre); la campagne électorale pouvant servir, comme toute autre campagne, de tremplin et de tribune pour la construction de l'organisa-



tion. Mais lorsqu'il s'agit de commencer à construire une recomposition de gauche dont l'objectif est d'offrir une alternative crédible à de larges secteurs de la société, c'est un tout autre cas de figure et d'autres critères qui doivent être retenus pour le choix de se présenter ou non à un scrutin.

Ainsi, le MAS prétend vouloir construire "un nouveau parti des travailleurs" large. Fort bien, mais pour donner une chance à un tel parti de voir le jour, il faut assurer un certain seuil initial de crédibilité et de légitimité politique, et aux yeux des masses cela passe par la sanction du score électoral, qui doit être au minimum "honorabile" (2 à 3% par exemple) pour une première présentation. Tout autre résultat, qui plus est inférieur à 1%, brisera toute dynamique. Qu'on nous permette de douter que des milliers, ni même des centaines de syndicalistes de base ou de travailleurs votant PS ou Ecolo rejoindront à l'avenir une formation qui récolte entre 0,1 et 0,7% des voix. Or, l'orientation prônée par le MAS d'aller coûte que coûte aux élections du 10 juin avec le CAP partout en Belgique et ce sans dynamique réelle, sans tenir compte du retournement de conjoncture, de la division ambiante, de l'ab-

sence des luttes, va bien dans ce sens.

Le score du 10 juin et ses lendemains risquent ainsi d'être douloureux pour ceux et celles, y compris quelques membres d'UAG, qui se sont laissés entraîner dans cette galère. Car le résultat minuscule que le CAP va à coup sûr récolter⁽²⁾ alimentera la certitude aux yeux de larges secteurs que toute tentative de construire une alternative de gauche est condamnée à ne produire que de la marginalité électorale et politique. Résultat: on va ainsi renforcer durablement la démoralisation et le sentiment fataliste qu'il est impossible de constituer une alternative viable à la gauche du PS et des Verts.

Et la LCR ?

A la veille de ces élections du 10 juin, le constat est donc fort sombre. La LCR, pour sa part, a opté pour ne pas déposer de listes du fait - nous ne le cachons pas - de notre faiblesse, de notre investissement dans une tentative de recomposition qui a finalement fait le choix de ne pas se présenter et de la division régnante dans la gauche radicale. Nous avons également refusé les propositions des fédérations de Liège et de Bruxelles du PC de présenter des can-

didat/es de la LCR sur leurs listes. Nous estimons qu'il aurait été plutôt préférable, du point de vue de l'unité et pour plus de cohérence avec un projet tel qu'UAG, de constituer de véritables cartels PC-LCR avec un programme et une campagne élaborée et menée en commun et non de figurer sur une simple "liste ouverte", comme chaque parti se plait désormais à le faire.

Malgré les constats tirés ici, nous souhaitons tout de même bonne chance, mais sans illusions, aux listes anticapitalistes et appelons à voter indistinctement pour l'une ou l'autre d'entre elles, sans marquer de choix de préférence. De la chance, il leur en faudra dans un tel contexte d'indifférence, de divisions, d'absence de luttes et donc de dynamique !

Après avoir soutenu en Belgique la candidature de notre camarade Olivier Besancenot aux présidentielles françaises, la LCR a décidé de lancer une campagne anticapitaliste de longue haleine sur la question du changement climatique et de renforcer ses propres rangs. Si nous restons toujours partisans et disponibles pour la recomposition à gauche ou au minimum pour l'unité tactique de la gauche anticapitaliste, nous ne pouvons éternellement conditionner nos choix politiques à l'échec de l'une ou de l'autre. Une LCR forte peut aussi aider à débloquer l'impasse dans laquelle se trouve la gauche anticapitaliste en Belgique. ■

Carine Russo candidate Ecolo; une caution de gauche?

Nous sommes interpellés par la candidature de Carine Russo sur la liste Ecolo. Nous avons un énorme respect pour la personne et une forte sympathie politique envers une figure qui incarne le combat pour la justice dans sa dimension la plus sociale. Si elle est élue et si elle préserve son indépendance vis à vis d'Ecolo, Carine pourra être une alliée utile pour les luttes sociales et démocratiques au sein du parlement. Mais le problème est que Carine figure aujourd'hui sur la liste d'un parti qui a pris un virage droitier et qui a tiré comme conclusion de sa participation gouvernementale qu'il devait abandonner toute idée d'alternative antilibérale et exclure ceux qui incarnaient cette recherche d'alternative, comme Vincent Decroly. Un parti qui se déclare ainsi prêt à gouverner dans n'importe quelle coalition néolibérale à venir. Dans ce contexte, la candidature de Carine Russo est utilisée comme une caution de gauche au moment où l'orientation d'Ecolo n'a jamais été aussi à droite; elle masque ainsi leur bilan et n'aide pas à la nécessaire clarification vis à vis du prétendu "vote utile" en faveur de la "gauche" institutionnelle. ■

(1) A savoir son refus d'accepter de simples recommandations adressées à toutes les organisations de la gauche radicale.

(2) Surtout du côté francophone, même si le résultat ne sera pas significatif en Flandres non plus, notamment du fait de l'absence de Jef Sleenckx sur les listes ou de la présence sur ces dernières de candidats pour le moins contestables. Voir l'article ci-contre.

Flandres : À propos de la gauche radicale et des élections

Le Comité pour une autre politique (CAP) a décidé, lors de sa conférence le 3 février de se présenter seul aux élections. La LCR avait alors avancé toute une série d'arguments en faveur de la plus grande prudence et a opté pour défendre le point de vue de ne pas se précipiter dans une participation électorale avec un mouvement qui en est encore à ses balbutiements.

La participation rapide du CAP aux élections nous paraît être un exemple néfaste de volontarisme. Le CAP était évidemment dans une position difficile: d'une part c'était sa raison d'être que de participer aux élections, mais d'autre part il était clair qu'une participation avec un certain succès à la clé n'était plus assurée (notamment après la décision de Jef Smeets de ne pas être candidat et après la tentative avortée d'alliance avec le PTB). Dans ce contexte, on pourrait estimer que le choix d'aller aux élections est un acte courageux. Mais est-ce que le courage seul suffit à avancer réellement ?

Il y a pourtant eu des précédents desquels il fallait tirer les leçons. Le CAP n'est pas la première tentative de créer une nouvelle force politique unitaire à gauche. C'est peut-être, en 15 ans déjà, le quatrième ou le cinquième essai en Belgique. Et ce n'est pas l'essai le plus crédible, comparé à Gauches Unies par exemple. Tous ces échecs consécutifs, malgré les réussites initiales, doivent être pris en compte. A chaque fois que ces tentatives ont opté pour une participation rapide aux élections, les espoirs ont été terriblement déçus (même si Gauches Unies avait tout de même récolté près de 1,7% des voix). Du fait de leurs faibles scores électoraux, toutes ces initiatives embryonnaires se sont rapidement cassé la figure et beaucoup de gens en sont sortis démoralisés et sceptiques quant à la capacité de la vraie gauche à sortir de sa marginalité.

La période qui s'est ouverte avec l'adhésion de la social-démocratie au néolibéralisme a mis objectivement à l'ordre du jour l'urgence d'une nouvelle force politique vraiment socialiste. Mais

cela ne signifie pas pour autant qu'on puisse construire cette nouvelle force à chaque moment, dans n'importe quelle conjoncture, et attirer vers elle une masse critique de personnes. Nous pensons ainsi que ces élections du 10 juin tombent mal pour l'initiative du CAP. Il y a eu un élan réel avec le Pacte des générations, mais la conjoncture politique a changé entre-temps. De nombreuses personnes veulent encore voter à gauche à cause du Pacte des générations, mais l'immense majorité des syndicalistes critiques envers le SPa n'est pas prête pour autre chose.

À un moment, il a semblé que le CAP pourrait devenir un tel instrument et surmonter le seuil critique minimum pour occuper une telle place dans le spectre politique: 650 participants à la première conférence du 28 octobre, la présence de quelques syndicalistes importants, la possibilité de la candidature de Jef Smeets, la chance d'une unité à gauche de la gauche, la collaboration par-dessus la frontière linguistique entre le CAP et UAG. Entre-temps, le CAP a perdu beaucoup de ces possibilités. C'est pourquoi nous étions pour continuer à construire le CAP mais contre une participation aux élections. Ce qui se passe pour le moment nous le confirme partiellement: à la conférence du 28 octobre 2006 il y avait 650 participants, le 3 février 2007, 230 personnes et, le 14 avril, 130 participants. Beaucoup de camarades quittent le processus parce qu'ils considèrent que les conditions adéquates pour une participation électorale crédible ne sont pas réunies.

Ne pas participer aux élections en général n'est évidemment pas la solution. La participation électorale est absolument nécessaire. Mais les élections sont un processus de sélection: est-ce que vous comptez ou pas au niveau politique pour la masse des gens ? Là est la vraie question. Or, la possibilité que le CAP et le PTB fassent chacun moins de 1% est très élevée. En général, l'impact de la campagne de la gauche de la gauche est extrêmement faible dans ces élections-ci. Depuis que Smeets a choisi de ne pas être candidat,

le CAP n'est presque plus apparu dans les médias nationaux.

Le CAP n'a pas débattu en profondeur de toutes ces questions. Or, la question du lancement d'une nouvelle force politique est une question stratégique extrêmement complexe et nous avons l'impression que cette question n'a pas été prise avec suffisamment de sérieux. On se borne à construire de manière linéaire une nouvelle organisation, souvent avec beaucoup de démagogie.

La construction du CAP nous semble se faire sans direction. Nous nous inquiétons sur certaines candidatures présentes parfois à des places importantes sur les listes. Il y a des candidats pour le moins discutables: des gens qui ont agi dans leur commune contre l'implantation d'un centre pour réfugiés, des gens qui ne se déclarent "ni de droite, ni de gauche" et qui affirment sans nuance que les impôts sont un problème crucial.

Allons-nous rester à l'extérieur du processus ? Nous allons certainement laisser passer ces élections qui sont selon nous, sur une évaluation réelle de la conjoncture politique, une occasion ratée. La LCR fera comme d'autres le bilan des résultats du 10 juin pour la recomposition à gauche. Nous espérons que cela se fera dans un contexte plus ouvert que dans le passé récent du CAP. Nous pensons que la création d'une culture d'organisation démocratique est très importante, une culture où les camarades sont traités avec respect. Les discussions malhonnêtes, la démagogie et les piques contre la LCR allaient à l'encontre de cela.

La gauche de la gauche dans ce pays est marginale. Nous serons forcés de chercher ensemble des solutions à "l'exception belge". Nous espérons qu'après ces élections nous pourrions finalement lancer un véritable débat de fond sur l'alternative unitaire à gauche. Avec le CAP, avec le PTB, avec tous les progressistes qui restent à l'extérieur de nos organisations. ■

Qui ne connaît pas Gino et Carine Russo, et le combat (politique, quoi qu'on en pense) exemplaire qu'ils ont mené pendant plus de dix ans en mémoire de leur fille Mélissa. Un combat aussi pour Julie Lejeune et tous les autres enfants et les personnes les plus faibles de la société. Aujourd'hui, Carine a franchi un pas important. Après avoir refusé dès 1999 de se présenter aux élections législatives, afin de se concentrer en priorité sur l'aspect (dérive) judiciaire du dossier, et la farce du procès d'Arlon, elle vient d'accepter d'être candidate d'ouverture sur la liste du Sénat d'Ecolo à la 14ème place (voir la position de la LCR à ce sujet dans ce journal). Carine Russo a accepté de répondre à nos questions sur ce choix. ENTRETIEN PAR FREDDY DEWILLE

Carine Russo: "Un monde plus juste pour une terre plus verte"

Avant d'entamer la politique belge, quelques mots sur le programme de la LCR en France, et la campagne électorale d'Olivier Besancenot ?

Carine Russo : Je ne connais pas le programme de la LCR. J'en connais les grandes lignes. Je ne prétends pas connaître leur programme politique, ni celui d'aucun parti, y compris celui d'Ecolo. Je n'en connais que les grandes lignes de force. J'ai constaté seulement qu'Olivier Besancenot avait fait le meilleur score de la "petite gauche" et que cela avait forcément une signification. Que sa communication était certainement la plus claire, la meilleure et la plus sincère. C'est sans doute cela qui explique son succès, et je pense que c'est une leçon pour tous les petits partis de gauche qui sont très divisés à l'heure actuelle.

Si demain Ecolo se retrouve dans la majorité avec la droite, ne risques-tu pas d'être en conflit avec toi-même ?

CR: Je me sentirais en conflit avec moi-même si un bon résultat Ecolo conduisait à une possible alliance -que j'appelle contre nature-, avec les libéraux. Alors là, je me sentirais en profonde contradiction avec moi-même, et surtout je me sentirais comme quelqu'un qui aurait vraiment été utilisée et même très mal utilisée par Ecolo parce que je ne suis pas là, moi, pour attirer des gens qui ont une fibre néo-libérale. Ce sont les autres que je pense éventuellement attirer. Donc, je me sentirais à la fois trahie par Ecolo et je me sentirais mal à l'aise par rapport aux gens qui ont voté pour moi. A partir du moment où Ecolo ne suit plus d'une certaine manière sa ligne, et que je veux rester cohérente, sincère avec moi-même, sincère avec les gens, j'estime que j'aurais des comptes à rendre à mes électeurs.



Pas mal de personnes qui veulent te soutenir sont gênées par rapport à un ancien d'Ecolo, Vincent Decroly; qu'en penses-tu ?

CR: En fait, la façon dont Ecolo s'est comporté avec Vincent à l'époque est extrêmement dommageable pour tout le parti, pour Vincent qui a un peu tout perdu aussi, mais ça a été surtout dommageable pour Ecolo. J'espère qu'ils en ont tiré les enseignements.

Le danger, c'est que s'ils retournent sur une ligne droitière (que Vincent a dénoncée en son temps) ce sera encore plus dommageable pour eux, non ?

CR: Ce n'est pas comme un crime de droit commun. Ce n'est pas désastreux pour eux. Qu'on leur laisse encore une chance, et s'il y a récurrence, alors il faudra prendre les choses autrement; là, tu deviens vraiment coupable si tu récidives. Je trouve qu'ils méritent une deuxième chance. Ils étaient nouveaux, très nouveaux, et il y a eu débat sur leur participation au pouvoir en 1999. Personnellement, j'étais plutôt contre, mais j'ai évolué un peu à ce niveau-là,

parce que je me suis dit que, sans l'expérience du pouvoir, ils n'auraient pu redresser leur ligne et ne sauraient toujours pas comment cela se passe quand on va au pouvoir. En plus, ils ne se seraient toujours pas fait reconnaître comme un parti crédible, à égalité avec un autre parti, prêt à prendre ses responsabilités, prêt à essayer vraiment quelque-chose.

S'ils étaient restés dans l'opposition ? Il y avait deux façons de voir les choses. Dans l'opposition, ils auraient été plus forts, mais le discrédit qui était jeté contre Ecolo par les autres partis se situait exactement là: "... de toute façon, ils ne savent pas ce que c'est que de gérer le pouvoir, ce sont des petits comiques, ce sont des utopistes, s'ils entraient dans un gouvernement, on verrait à quel point ce serait des incapables, etc". Or, ça n'a pas été le cas, et même s'ils ont fait des erreurs, ils ont aussi fait progresser des choses.

Comment peut-on réellement être le porte-parole des valeurs de gauche ?

CR: En fait, qu'est-ce qu'on veut dire par valeurs de gauche ? Est-ce qu'il y a encore grand monde qui le sait ? Quand on parle des petits partis de gauche, le message est complètement brouillé, à tel point que ça n'intéresse absolument plus personne. Ou alors on les associe systématiquement à Staline, les camps de l'ex-URSS, etc. A la limite ça fait peur. Combien de fois n'entend-t-on pas dire que "les extrémistes de gauche, c'est forcément dangereux". On ne veut même pas en entendre parler. Il y a même confusion entre extrême droite et extrême gauche. En fait, aujourd'hui, est-ce que cela existe encore une extrême gauche ? Il y a la gauche, la grande étiquette de

gauche qui est en train de faire quoi ? Gérer le libéralisme ! La gauche ce n'est pas gérer le libéralisme.

Dans le programme d'Ecolo, on voit comme une des solutions à la création d'emplois, la diminution des charges patronales. Pour la sauvegarde de la sécurité sociale, n'est-ce pas un signal dangereux?

CR: Non, car lorsqu'Ecolo parle de la diminution des charges patronales, il parle des petites et moyennes entreprises. Arrêtons de les mettre aussi contre nous. On fait tous partie du même monde, en a besoin des petites et moyennes entreprises. La différence entre classes, ce n'est plus aussi simple. "Les patrons et les ouvriers", c'est un vieux discours. La différence entre classes, c'est les grands financiers qui jouent en bourse et le monde des gens qui travaillent. Aujourd'hui un patron d'une PME c'est quelqu'un qui travaille comme les autres, c'est un petit travailleur. Il ne faut pas qu'on se prenne la tête; il y a patron et patron. Laissons quant même vivre l'économie de la classe moyenne. C'est eux aussi qui aident à créer des emplois et qui font tourner l'économie. Mais, Ecolo n'est pas d'accord avec une réduction des charges patronales pour les grandes entreprises.

Quand on voit les conditions de reprise de l'activité à VW et, dans le même temps, on découvre les parachutes dorés...

CR : Exactement, c'est contre ça qu'il faut aussi lutter. C'est ça les vrais décalages aujourd'hui. D'un côté, on demande aux travailleurs de toujours travailler plus, pour gagner moins, et à côté de cela on ferme les yeux sur les parachutes dorés. On laisse faire des profits de plus en plus plantureux à des gens qui ne travaillent pas ou qui n'ont pas comme but de travailler plus.

Par rapport à la chasse au chômeurs, quel est ton point de vue?

CR: C'est sur la cause du chômage qu'il faut se pencher. On est d'ailleurs dans cette problématique. Ceci dit, certains chômeurs sont demandeurs de plan d'accompagnement. Ils sont tellement paumés, ils ne demandent pas mieux que d'être un peu mieux accompagnés pour retrouver du travail. Il y a donc des

choses qui sont bonnes là-dedans. Il ne faut pas tout jeter dans le plan d'accompagnement. Ce que l'on appelle chasse aux chômeurs c'est plus grave, c'est sanctionner sans réfléchir plus loin sur la situation des gens. Ce n'est pas que les chômeurs ne veulent pas trouver du travail, ils ont envie d'avoir une activité, mais c'est que le travail parfois proposé ne correspond absolument pas à la personnalité des gens, ou à leur situation familiale, ou à leurs désirs. Ils seront exploités ou mal considérés, mal payés. Alors qu'ils pourraient être extrêmement bien dans un tout autre domaine qui correspond à leurs aspirations. Des gens qui n'ont d'aspirations à rien, je doute que ça existe sans raison sociale profonde.

Par rapport au "service minimum" en cas de grève, ta position sur le plateau de la RTBF a tranché par rapport à tous les autres candidat(e)s. Même Josy Dubié était plus nuancé.

CR : Ecolo n'est pas contre le service minimum; ils sont un peu comme les autres, le truc raisonnable c'est le service minimum, mais moi, je ne suis pas pour. Je suis candidate d'ouverture, je suis indépendante. Même si c'est la ligne Ecolo que je soutiens, j'estime avoir le droit de dire que c'est un début de dérive par rapport au droit de grève. C'est comme cela que l'on commence à remettre en question ce droit. Petit à petit, on trouve qu'il n'y a plus de raison de faire grève. J'ai entendu au débat une autre candidate nous dire qu'on ne pouvait pas admettre que des petits enfants attendent pendant une heure, leur bus qui n'arrivera jamais, etc. Ensuite Florence Reuter a même dit: "et les personnes qui doivent aller à l'hôpital ?". Je lui ai répondu: "Tu connais beaucoup de personnes qui vont à l'hôpital en bus, toi ?" Elle m'a répondu "Ah non, non." (rires...).

J'ai expliqué qu'on ne fait jamais grève pour le plaisir. Ce qu'on critique chez les grévistes, c'est qu'ils prennent en otages les usagers. Les usagers des transports en commun qui sont effectivement les personnes les plus fragiles. Les enfants qui vont à l'école... Ceux qui disent ça, prennent eux-mêmes en otages les enfants dans leurs discours politiques. Quelque part, les enfants vont toujours être utilisés pour être pris en otages,

d'une façon comme de l'autre. Et ça, on doit le dénoncer. Et enfin, il faut faire la part des choses. Un enfant qui patiente une heure pour son bus, c'est qu'il y a déjà un problème au niveau du lien social parce que les institutrices, l'école, un voisin, n'importe qui peut penser à venir chercher les enfants ce jour-là. En comprenant qu'une grève est une grève, tout le monde peut s'organiser. Mais un enfant qui attend une heure son bus c'est quand même moins grave que le gosse dont le père a perdu son emploi. Lui, il risque de devoir attendre longtemps pour une jeunesse normale.

Et que penses-tu de la situation des sans-papiers?



CR : A partir du moment où on a des sans-papiers qui arrivent sur le sol de la Belgique, on n'a pas d'autres choix que de les accueillir, parce que toute notre politique doit être basée sur l'humanisme, sur la solidarité. Donc il faut les régulariser. Il faut se rendre compte que nous sommes en grande partie responsables de leur misère; s'ils sont arrivés ici, ce n'est pas pour le plaisir de quitter leur pays. Pays qui est bien souvent plus beau que le nôtre, entre parenthèses. Nous devons réparer les dégâts causés, en commençant par les accueillir. C'est urgent, on ne peut pas les laisser mourir, parce qu'on parle bien de vie et de mort dans cette affaire. Et deuxièmement, simultanément, on pense à la manière de gérer la solidarité Nord-Sud. Ensuite comment empêcher ces exodes massifs

du Sud vers le Nord ? En rééquilibrant les rapports Nord-Sud. Il y a des tas de propositions pour cela. C'est indispensable et c'est aussi urgent. Sinon on va continuer à être responsables. La situation est complexe. Il faut essayer d'avoir la vision la plus claire possible. Commençons d'abord par ça, par clarifier cette situation complexe. C'est quoi la solidarité ?

Pourquoi c'est si compliqué ? Pourquoi une telle perte de valeurs ? Pourquoi tout le monde se sent mal ? Parce que justement on ne sait plus ce qui est juste, ce qui ne l'est pas. On doit essayer de ré-expliquer honnêtement ce que signifie justement la solidarité et la justice, vraiment ré-expliquer le sens profond des valeurs, et surtout pas les laisser voler, les laisser séquestrer par la politique de droite. En France, il y a plein de gens qui ont été séduits par le discours de Sarkozy dans la mesure où il donnait l'impression que la France avait droit à plus de justice. Les gens ont soif de justice, mais encore faut-il savoir de quelle justice on parle. Je veux dire que la droite, en séquestrant ces valeurs, au bout du compte, n'en a strictement rien à faire. Elle les a séquestrées pour son profit personnel. Il faut tout le temps essayer de distinguer, dans les discours, qui dit les choses par honnêteté et qui les dit pour des intérêts cachés.

Et par rapport à l'entrée de la Turquie dans l'Europe ? Là aussi tu étais à contre courant dans cette fameuse émission de Mise au point.

CR : Je suis pour l'ouverture de l'Europe à la Turquie, encore une fois par souci d'humanité, de progrès, de la démocratie, du progrès de la liberté... du progrès des droits humains, par souci d'humanité. Parce qu'il y a des Turcs qui se battent depuis tellement longtemps pour espérer acquérir enfin de vrais droits vers plus de liberté. Exemple: Bahar Kimyongür. Nous, les Européens, la moindre des choses, c'est de montrer que nous sommes là aussi pour soutenir la lutte des autres pour ces mêmes droits, même s'ils ne sont pas encore dans l'Europe.

Autant la question sociale fut à l'ordre du

jour dès le début de l'ère industrielle, autant le bouleversement climatique sera pour ce 21ème siècle la question fondamentale pour la survie du système économique, et donc capitaliste, mais surtout de l'humanité. C'est sur cette urgence que tu as choisi de t'investir comme candidate d'ouverture chez Ecolo?

CR : Autant la solidarité entre humains reste importante - c'est une question de survie du groupe humain-, autant il dépend de l'environnement. Donc à la solidarité entre humains, doit s'ajouter une nouvelle solidarité, une solidarité avec l'environnement. La nature a toujours été solidaire de nous. Sans elle, on n'existe pas, tout simplement. On le lui rend bien mal. Et je pense que si on veut subsister en tant qu'humains tout simplement, on ne peut pas faire l'impasse sur les défis climatiques, sur les enjeux environnementaux. On est viscéralement liés à la nature. On dépend d'elle. Maintenant, on peut aussi dire qu'elle dépend de nous.

C'est carrément l'existence de la vie sur terre qui est remise en question ici. Il y a une des valeurs sur

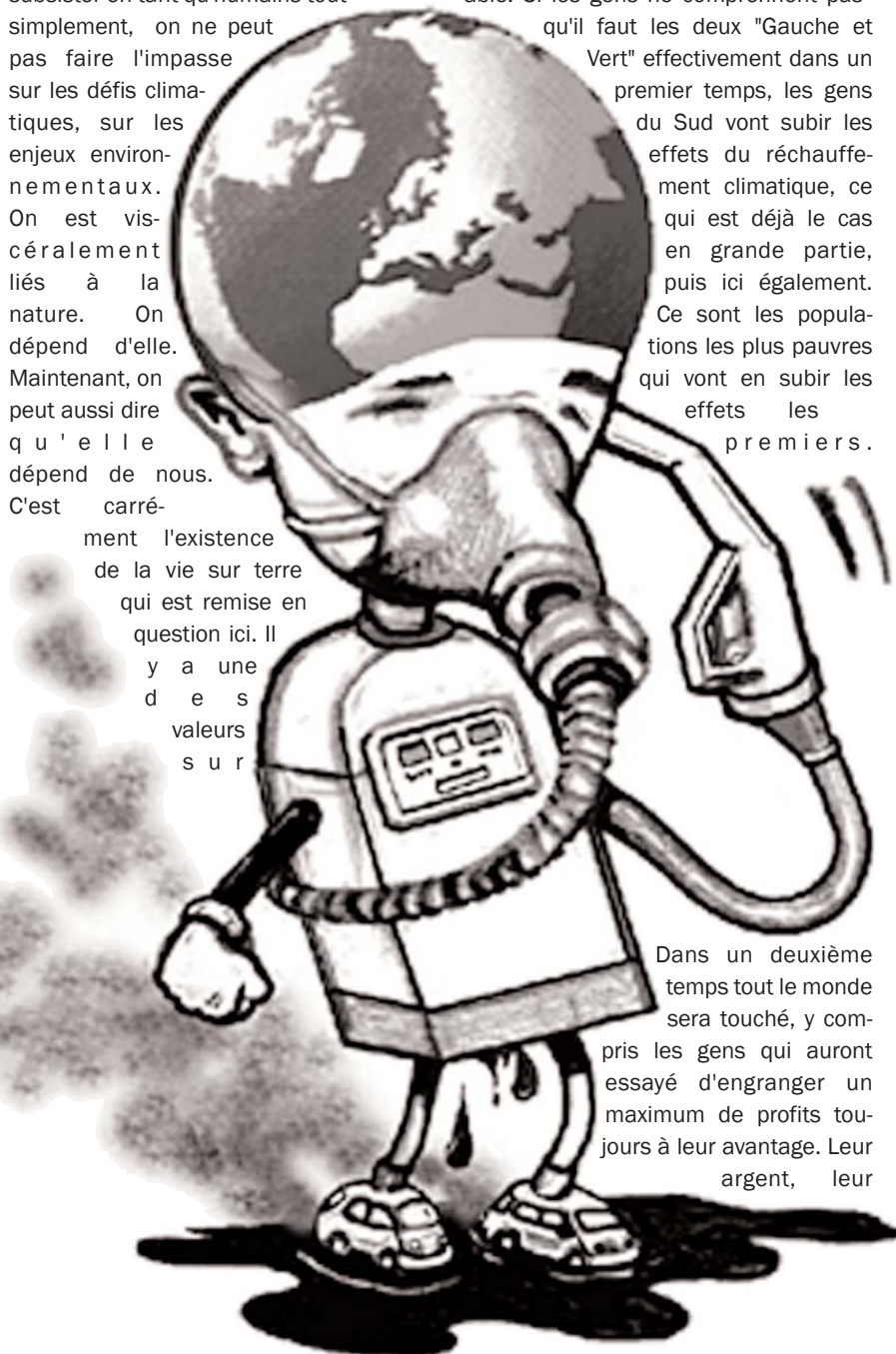
lesquelles on doit s'appuyer sans cesse en tant qu'être humain, c'est celles du respect. Du respect des uns envers les autres, mais également du respect de notre environnement.

On va vers des conflits, ne serait-ce que pour s'accaparer l'eau de plus en plus rare dans certaines régions du monde. Un milliard de personnes risquent de devoir se déplacer. Mais chez nous la problématique du réchauffement climatique ne risque-t-elle pas d'être utilisée pour s'attaquer aux acquis sociaux?

CR: A long terme, c'est mortifère. Persister dans la logique néo-libérale et faire semblant de s'occuper d'environnement, d'avoir une préoccupation environnementale est tout a fait inconciliable. Si les gens ne comprennent pas

qu'il faut les deux "Gauche et Vert" effectivement dans un premier temps, les gens du Sud vont subir les effets du réchauffement climatique, ce qui est déjà le cas en grande partie, puis ici également. Ce sont les populations les plus pauvres qui vont en subir les effets les premiers.

Dans un deuxième temps tout le monde sera touché, y compris les gens qui auront essayé d'engranger un maximum de profits toujours à leur avantage. Leur argent, leur



profit ne vaudra strictement plus rien par rapport au manque de ressources. L'eau potable, ils vont l'amener uniquement pour eux ? Ici, s'équiper en énergie renouvelable individuellement est très onéreux, même s'il y a des primes, cela reste inaccessible pour beaucoup de personnes.

Quelle est la question que l'on ne t'a jamais posée ou quelle est la réflexion que tu souhaites exprimer?

CR: Il y a 10 ans, au moment de la Marche Blanche, j'ai dit qu'il fallait cesser d'être raisonnable. Maintenant, je voudrais bien revenir sur ce que j'ai voulu dire par là. Ce qui est raisonnable, c'est ce que l'on essaye de nous faire croire, comme par exemple: "pensez aux chiffres, au budget, il faut redevenir raisonnables". Mais en utilisant réellement ce terme à sa juste valeur, être raisonnable à l'heure actuelle, c'est le contraire. Je trouve qu'il y a déjà assez de chaos pour le moment dans le monde, que beaucoup de personnes se demandent où on va. Qu'est-ce que cela nous démontre ? Que ce qu'on nous dit être raisonnable, en fait, c'est de la folie. Cessons de continuer dans cette folie là. Redevenir raisonnable, c'est la vraie raison, c'est la raison humaine.

Le fossé entre le citoyen et la politique s'élargit encore. Comment les réconcilier ?

CR : Les gens, quand ils parlent de leur quotidien, sont très politiques. Mais ils ne se rendent pas compte que c'est de la politique. La politique maintenant, c'est uniquement la politique politicienne, le budget, la croissance, des choses qu'on ne sait pas forcément maîtriser si on n'a pas fait de longues études en politique ou en économie. Tout le monde croit que c'est ça la politique. Pour moi, la politique, c'est lié directement à la vie tout simplement et notamment la vie quotidienne des gens.

La politique, c'est aussi ce que chacun remarque qui ne va pas très bien dans le quotidien. C'est souvent lié à quelque chose qui ne va pas non plus dans la gestion politique. Mais les gens ne font pas le lien. Quand les gens disent qu'ils en ont marre, qu'ils ne veulent plus tra-



vailler, qu'ils sont de plus en plus fatigués, qu'ils ne se sentent plus assez performants, qu'ils vieillissent, ou qu'ils ont l'impression qu'ils ne sont plus assez compétitifs comme on leur demande de l'être. Ce n'est pas eux qui sont en cause, c'est le système.

Les gens vivent dans la peur de l'insécurité tout le temps par rapport à ce diktat économique, et puis on se demande pourquoi ils ne sont plus bien!?. Il faut aussi réfléchir aux vraies causes de la situation. Par exemple dans un couple, où chacun travaille et rentre en fin de journée fatigué, surgissent des disputes pour un oui ou pour un non. Pour chacun, c'est la faute de l'autre. Ça va même jusqu'au divorce. On reporte la tension sur l'autre, le plus proche, et finalement, c'est le couple qui explose. C'est le même phénomène que le vote rejet, le vote extrême droite. C'est l'étranger le coupable, le bouc émissaire...

La violence que l'on attribue aux jeunes, c'est lié aussi à notre choix de société?

CR: La violence chez les jeunes, la délinquance, la perte de repère, le décrochage scolaire, etc., c'est lié au système sur lequel on continue de fonctionner. Si les jeunes décrochent, on dit qu'ils posent problèmes. Non, c'est le système dans lequel on essaye d'inscrire les jeunes qui pose problème. S'ils sombrent dans la délinquance et la violence, il faut chercher les causes profondes de l'intérieur du système et pas directement en les stigmatisant.

En plus, on divise une fois encore la société. Les personnes plus âgées disent: "les jeunes n'ont plus de respect !". Il faut essayer de comprendre dans quel

monde vivent ces jeunes. Beaucoup n'ont pas eu les mêmes chances ou la même qualité de vie. Je peux comprendre que la violence des jeunes devient difficile à supporter, mais encore une fois, on en est responsable. Et comme on n'arrive plus à gérer, on veut sanctionner, mettre en prison, etc. Pour finir, on va mettre tout le monde en prison sauf ceux qui devrait vraiment y être et on ne va plus investir dans l'enseignement. C'est ça la solution ? Tous ceux qui gênent, qui ne seront pas toujours obéissants à la même loi du marché unique, on va les mettre en prison. C'est normal qu'ils réagissent parfois par la violence, comme ils sont plus impulsifs, surtout que maintenant, on peut être beaucoup plus découragé et nihiliste qu'aucune jeunesse ne l'a jamais été jusqu'ici. Il y a de bonnes raisons.

En France, avec le CPE (contrat première embauche), j'ai entendu beaucoup de personnes dire: "mais qu'est-ce qu'ils veulent ces jeunes ? On voit qu'ils sont jeunes, ils n'ont pas de plomb dans la cervelle. Ils préfèrent traîner dans la rue". C'était déjà vu comme une incivilité. Non, les jeunes attendent que l'on tienne un peu compte d'eux. Ils sont quantité négligeable sauf quand il faut aller voter. Pour ça, ils sont bons... On ne les respecte pas et puis on leur demande leur part de respect. Le respect, c'est dans les deux sens. On ne peut pas ne pas écouter quelqu'un, être méprisant avec lui et en attendre du respect, c'est profondément injuste. ■

L'intégralité de cette interview peut être consultée sur notre site internet : www.sap-pos.org
C'est Clair et Net sur :
<http://carinerusso.over-blog.com/>
<http://freddydewille.skynetblogs.be/archive-day/20070101>

Le 7 juin 2007, le Conseil des ministres européens doit approuver, sur proposition de directive de la Commission européenne, la libéralisation totale du marché postal dans l'UE des 27. Dans le courant du mois, le Parlement européen sera appelé à se prononcer sur cette directive. Directive qui laissera, à partir du 1er janvier 2009, totalement ouverte à la concurrence la distribution du "petit" courrier (les lettres normales), dernier domaine qui n'était pas encore libéralisé

PAR DENIS HORMAN *

Libéralisation totale de la Poste

L'opération de privatisation de la poste belge est en cours depuis une vingtaine d'années, une opération avancée sous les termes de "consolidation stratégique" ou encore de "libéralisation". Ses conséquences sociales, pour le personnel et la population, se font déjà durement ressentir. Le "ras-le-bol" était à la base de la grève générale des postiers en front commun syndical, fin mai 2007.

L'étude prospective, relative à l'impact de l'ouverture complète du marché en 2009 sur le service postal universel dans chaque Etat membre de l'UE -étude qui est à la base de la directive du Commissaire Mc Creevy en charge du marché intérieur- avance les mesures suivantes pour la Belgique .

La première concerne les gains d'efficacité et de productivité supposés compenser les effets de la libéralisation. Outre les mesures de saine gestion déjà en cours d'application, ils incluent une réduction de la densité du réseau de bureaux de poste, ainsi qu'un alignement des coûts salariaux de l'opérateur historique sur ceux de ses concurrents. La deuxième consiste en la réduction de l'offre de service universel lui-même, afin d'en réduire le coût et en une augmentation des prix pour les petits utilisateurs. La troisième consiste en dernier recours en subsides directs de l'Etat.

La Suède, les Pays-Bas...

Les conséquences de la "libéralisation" de la Poste, nous pouvons déjà les mesurer dans plusieurs pays de l'UE. Ainsi, en Suède, pays où le marché postal est libéralisé depuis 1993, on y a connu dans un premier temps une multiplication des opérateurs qui a culminé à 105 opérateurs différents en 1997. Depuis 2002, il ne reste plus que l'opérateur historique (l'ex-poste suédoise) et un

seul concurrent privé qui ne couvre que les zones rentables, à forte densité de population. Ce qui a contraint l'opérateur historique à augmenter ses tarifs (le prix du timbre à plus de 70%) face à cette concurrence nouvelle et sélective et à fermer plus de 50% de ses bureaux. A tel point que les usagers souhaitent à 89% revenir à l'ancien système de fourniture des services postaux.

Aux Pays-Bas, suite à la concurrence entre différents opérateurs, la TNT-Post (Poste hollandaise) s'apprête à liquider 7.000 emplois, alors que 9.000 emplois ont déjà disparu ces dernières années. Ses concurrents privés "utilisent des indépendants qui sont 3 à 4 fois moins chers que les postiers de TNT", justifie Bakker, directeur de TNT. Pourtant, TNT fait déjà aujourd'hui 17% de bénéficiaires. Il en souhaite davantage encore, une fois complètement privatisé .

Privatisation: depuis 20 ans !

C'est la loi sur les entreprises publiques autonomes et les sociétés anonymes de droit public qui a de fait lancé la machine. On parlait alors de "consolidation stratégique des entreprises publiques".

En 1999, Elio Di Rupo signait l'Arrêté royal ouvrant la poste à la concurrence pour le courrier de plus de 350 grammes. En octobre 2005, le gouvernement belge, à participation socialiste, et La Poste concluaient un partenariat stratégique avec le consortium formé par Post Danmark et CVC Capital Partners. Ce consortium a payé 150 millions d'euros pour acheter la moitié de la société publique belge (50% moins une action). Une croûte de pain pour une entreprise qui vaut au bas mot un milliard d'euros ! De plus, le consortium a reçu la garantie, dès 2008, d'un divi-

dende annuel minimum de 10 millions d'euros.

CVC Capital Partners, le plus important fonds de capital à risque européen, basé au Royaume Uni, s'est spécialisé dans la reprise de sociétés en difficulté. Ce qui l'intéresse avant tout, c'est le retour sur investissement (ROI) qui doit dépasser les 15%. Il n'hésite pas à laisser tomber, si l'objectif n'est pas atteint. Les actionnaires veillent au grain ! Petite anecdote: l'actuel PDG de la Poste belge, Johnny Thys, est un ancien collaborateur de CVC Capital Partners Belgium.

La Bourse et la casse sociale

Fin 2006, Johnny Thys confirmait la fermeture de 277 "petites agences postales" en 2007. Ces fermetures vont engendrer de nouvelles pertes d'emploi, suite aux plus de 4.000 contrats de travail déjà non renouvelés entre 2003 et 2005. Dans le même temps, La Poste a de plus en plus recours au travail intérimaire, avec plus d'un million d'heures de travail (une progression de 116% par rapport à 2004).

L'automatisation dans le centre de tri bruxellois et dans quatre nouveaux centres de tri en construction pourraient entraîner la perte de 1.000 à 2.000 emplois postaux, s'il n'y a pas diminution généralisée du temps de travail (38 heures actuellement). En additionnant aux conséquences de l'automation et à la fermeture de la moitié des bureaux de poste du pays, l'établissement de points-poste dans les magasins, les gares, les administrations communales (avec du personnel non postier et sous statut d'indépendant), sans oublier les plans Georoute, c'est à une perte de plus de 4.000 emplois à la quelle il faut s'attendre dans les deux ou trois années à venir.

Georoute ? C'est ce fameux logiciel qui provoque le "ras-le-bol" des postiers et leur grève générale de fin mai 2007. Ce logiciel, mis en place par La Poste, il y a quatre ans, détermine à la minute près la durée des tournées, en fonction de très nombreux critères, comme le nombre de boîtes aux lettres, le relief, la densité de la population... "Avec ce logiciel, nous sommes des machines et non plus des humains", souligne un facteur. "Pour enlever mon casque, j'ai droit à huit secondes. Tout est calculé de cette manière. Et s'il y a un bouchon sur la route ou si une porte ne s'ouvre pas ? Qu'est-ce que je fais, moi ? Le moindre grain de sable dans la tournée génère un stress insupportable". Un autre facteur: "Pour livrer un recommandé, j'ai droit à une minute et demie. Mais s'il s'agit d'une personne âgée qui peine à descendre au rez-de-chaussée, dois-je lui dire d'aller chercher son recommandé au bureau parce qu'elle prend trop de temps pour descendre ?". Un autre élément choque les facteurs: "Georoute prend peut-être en compte des milliers de critères. Mais il ne tient absolument pas compte de l'âge du facteur. Cela signifie qu'un type de 20 ans a le même temps pour effectuer sa tournée qu'un facteur de 50 ans... Nous sommes priés d'appliquer les ordres, c'est tout !"

Le retour sur investissement et les actionnaires d'abord ! C'est la Bourse qui détermine et déterminera le "bon" fonctionnement de La Poste S.A. L'utilisateur "ordinaire" paiera davantage. L'augmentation des tarifs postaux en est une preuve. Quant aux postiers, il n'y a pas lieu d'améliorer leur sort. Johnny Thys, le patron de la Poste est formel: "Si la date de 2009 pour l'ouverture totale du marché postal à la concurrence est décidée, il faudra courir encore plus vite, je le crains. Nous n'avons vraiment pas de temps à perdre. Je vous assure que si je sentais qu'il y avait moyen de ralentir les réformes, je le ferais" .

Mais, au lendemain du premier jour de grève générale des postiers, le PDG de La Poste allait tenir un discours quelque peu différent: "L'Europe examine si le marché doit s'ouvrir d'ici 2009 ou non. Nous nous posons de grosses questions à ce sujet. Est-ce que la libéralisation est

un bienfait ? Ce sont surtout les grosses entreprises qui vont en profiter, pas les PME ni les particuliers. Je l'ai dit par le passé: voulez-vous la libéralisation ? Attendez-vous alors à un bain de sang social. Les concurrents vont avoir recours à des travailleurs indépendants en les payant deux fois moins. Est-ce cela que nous voulons ?" .

Ralentir ou stopper la libéralisation ?

"Sosposte.eu. Libéralisation de la poste: non merci !" Une pétition, lancée à l'initiative d'un député PS au Parlement européen et d'ores et déjà soutenue par certaines organisations syndicales, appelle le Parlement à s'opposer au projet de directive sur la libéralisation totale des services postaux au premier janvier 2009.

Mais, en même temps, le PS estime que "la libéralisation doit être progressive et encadrée (...). Il n'est pas question d'accepter la date du 1er janvier 2009, elle est trop rapprochée et elle ne permet pas à La Poste de mener à bien tant ses mesures de restructuration interne entamées depuis plusieurs années que les mesures encore nécessaires" .

Si l'on estime que la Poste doit être et rester un véritable service public, de qualité et accessible à tous, s'il s'avère - ce qui est le cas - qu'un tel service, rendu par les postiers, ne peut s'exercer comme une marchandise, sous le diktat de la "rentabilité capitaliste", n'est-il pas alors plus indiqué de remettre en question la présence de l'actionnariat privé au sein de la Poste, d'exiger le retour à un service 100% public et de demander l'abrogation des directives européennes poussant à la libéralisation des services postaux.

Cela vaut en particulier pour la dernière proposition de directive de la Commission européenne sur la libéralisation complète des services postaux en 2009, qui doit être soumise au



Parlement européen dans le courant du mois de juin 2007. Le texte de la pétition devrait d'ailleurs nous inciter à demander l'abrogation pure et simple de cette directive: "Pour nous, citoyens européens, la Commission a fait un pas de trop. Cette directive européenne, si elle devait être adoptée, aura des conséquences néfastes pour les citoyens que nous sommes: pertes d'emplois importantes, augmentation des prix, exclusion du service aux plus faibles d'entre nous qui ne seront jamais des clients "rentables" pour les entreprises privées".

Au-delà d'une pétition, c'est la mobilisation européenne à Strasbourg qui peut arrêter cette directive. Nous avons encore en mémoire l'impressionnante manifestation des dockers européens qui a pu faire barrage, jusqu'à présent en tout cas, à une directive semblable dans leur secteur.

Bonne nouvelle : d'ores et déjà, la CGT travaille, avec les organisations syndicales françaises et européennes, à la réussite d'une mobilisation européenne, lors du passage de cette Directive au parlement européen, dans le courant du mois de juin. ■

* Cet article de notre camarade Denis Horman a été publié dans le périodique des Equipes Populaires.

Mais que se passe-t-il à la JUSTICE ?

Le président du tribunal de première instance a démissionné...

La nouvelle tombe dans le journal parlé du 10 avril: le président du tribunal de Première Instance de Namur, qui exerçait sa fonction depuis quinze ans, n'a pas demandé le renouvellement de son mandat, il a choisi de redevenir simple juge. (Il faut savoir que les magistrats ne sont plus nommés pour une durée indéterminée mais ont des mandats à durée fixe). "Christian Panier est un magistrat qui a son franc-parler", dit le journaliste, "il explique sa décision", et Christian Panier, magistrat estimé, parle: La fonction de Président du tribunal n'est plus du tout celle qu'il a connue, "maintenant, il y a encore vingt pour cent de travail judiciaire, le reste, c'est du "managérial".

La justice-marchandise

Ah, c'est donc une épidémie, cette culture du "management" dans les services de l'Etat! A en croire ses adeptes, c'est seulement une méthode pour rationaliser le fonctionnement des services; mais à y regarder de plus près, les méthodes ne sont pas neutres et celle-ci porte bien l'empreinte de son origine, ce n'est pas pour rien que le mot fait d'abord penser au monde de la vente et du show business. Et dans le cas de la justice, au hasard des rencontres, on constate que des juristes qui ne se connaissent pas nécessairement entre eux sont arrivés au même constat: dans l'optique du management, la justice devient une marchandise comme une autre, à gérer comme un stock de petits pois.

Mais le "managerial" n'est pas seul en cause dans le mauvais fonctionnement actuel de la justice, il y a aussi toutes ces lois et dispositions légales qui se succèdent au fil de l'actualité, l'incohérence du

système et l'inflation du recours au judiciaire dans notre société.

La polka des lois

Jos Van Holsbeek est tué d'un coup de couteau à la gare centrale de Bruxelles en avril 2006. Vive émotion dans le public, il se dit que la loi sur la protection de

les juger dans les quelques jours qui suivaient leur arrestation; ainsi, ils seraient jugés, condamnés et expulsés en bonne et due forme de notre paisible royaume. S'en est suivie une loi concoctée dans la précipitation et promulguée le 22 mars 2000.



Elle est applicable à toutes les infractions punissables d'une peine de prison de un à dix ans, à condition que l'infraction soit flagrante ou que les charges réunies dans le mois suivant l'infraction semblent suffisantes pour que l'affaire soit soumise à un juge. La personne est placée en détention provisoire (pour un maximum

de sept jours) en attendant le jugement, sans recours possible contre le mandat d'arrêt.

Des avocats ont protesté parce que cette loi bafouait les droits de la défense. Et Verwilghen a obligeamment répondu qu'il allait retirer cette loi - comme ça, sans chichis, comme on ôte de la table un plat raté. Mais pour une loi, ce n'est pas si simple. Il ignorait ça, ce Ministre de la Justice? Mal ficelée, cette loi a été rarement appliquée, mais elle est toujours là.

la jeunesse ne répond plus aux situations actuelles. La Ministre fait savoir qu'il y avait déjà une nouvelle loi en préparation et effectivement, cette loi est publiée quelques semaines plus tard. Le citoyen ordinaire se dit que ça tombe bien et il se rendort, confiant. Le magistrat conscient, lui, se tourne et se retourne probablement sur son oreiller. Pourquoi? Parce qu'il sait, lui, ce que donnent, en pratique, les lois sorties dans l'urgence...

La loi sur la comparution immédiate (snelrecht, en flamand)

Qui s'en souvient encore? La Belgique allait accueillir un match de football international avec "des supporters à risques". Tout avait été mis en place pour accueillir les fauteurs de troubles: des cages à hommes (qu'on a vues à la télé) et des dispositions légales qui permettaient de

La loi sur la compétence universelle

Celle-là, on en a encore entendu parler tout récemment à la RTBF. Et en théorie, notre sens de la justice ne peut que s'en réjouir; que les tyrans et tortionnaires sachent que tôt ou tard, leurs crimes risquent de les amener dans les geôles

belges. Un juge belge qui a reçu une plainte peut lancer un mandat contre n'importe qui dans le monde. C'est merveilleux. Mais comme disait l'autre en 2001, *"quand des Palestiniens ont déposé plainte contre Sharon qui doit venir en Belgique, il faudrait que cette loi soit un peu moins merveilleuse"*.

Et merveilleuse ou pas, comment pourrait-on appliquer cette loi alors qu'on n'a déjà pas les moyens de traiter tous les dossiers d'affaires ordinaires? Puis n'y a-t-il pas déjà un Tribunal International spécialisé à La Haye?

La loi et les circulaires sur l'usage du cannabis

En 2003, de nouvelles dispositions légales paraissent pour les poursuites judiciaires de personnes majeures détenant de petites quantités de cannabis, dorénavant l'usage du cannabis est "punissable" quand il devient "problématique". La belle notion précise que voilà comme base de jugement!

En 2004, la Cour d'Arbitrage émet un avis qui oblige la Ministre et le collègue des procureurs généraux à revoir la copie. Si bien qu'ils accouchent le 25 janvier 2005 d'une directive commune ". La notion d'"usage problématique" a disparu. Mais relevons que "la détention, par un majeur, d'une quantité de cannabis à des fins d'usage personnel sera considérée comme relevant du degré de priorité le plus bas des poursuites, sauf si cette détention est accompagnée de circonstances aggravantes ou d'un trouble à l'ordre public". Le procureur du roi peut donner des directives plus précises en cas de rassemblement de masse - et la circulaire donne comme exemple un "festival rock".

Avril 2007: une manifestation des juges de la jeunesse

Ils sont censés appliquer la nouvelle loi sortie après la mort de J. Van Holsbeek. Leur porte-parole dit à la télé que rien n'a changé depuis un an, les moyens n'ont pas suivi la loi.

Phenix inutilisable

Phenix était un programme destiné à moderniser et uniformiser le réseau

informatique des tribunaux belges. Le contrat a été passé en 2001 entre l'Etat et Unisys, qui a sous-traité avec les firmes Axi et Syllis. En mars 2007, la Ministre de la Justice a rompu publiquement le contrat, en reprochant à Unisys d'une part, une accumulation de retards et d'autre part, des défauts plus qu'évidents et persistants dans les prestations déjà fournies.

L'Etat a déjà versé neuf millions d'euros à Unisys, l'administrateur délégué de la firme d'Axi a fait savoir que le contrat vaut encore quatre millions. Ce n'est pas le seul contrat léonin que l'Etat a signé dans la foulée de la réforme Copernic qui devait moderniser les ministères, on connaît d'autres départements où les managers actuels n'ont pas dénoncé les contrats parce que les clauses de dédit prévoyaient des indemnités phénoménales, mais ceci est une autre histoire.

Avril 2007: la détresse des tout nouveaux tribunaux d'application des peines

Les Tribunaux d'Application des Peines, qui s'occupent entre autres des libérations conditionnelles, ont été installés le 1er février, pour une partie de leurs compétences. (Le reste sera transféré le 1er janvier 2008). Trois mois plus tard, le 30 avril, la présidente du tribunal de première instance de Liège reçoit les journalistes de la RTBF au Palais de Justice pour attirer l'attention sur la situation. Le nombre de dossiers a doublé, le nombre de membres du personnel est inchangé - et ne parlons même pas des conditions de travail, la vision du greffe se passe de commentaires.

Mai 2007: le faux remède pour l'arriéré judiciaire

L'arriéré judiciaire, ce n'est pas un scoop! Ce qui l'est, c'est qu'une nouvelle loi votée en avril doit entrer en application le 1er septembre pour combattre l'arriéré judiciaire, elle est draconienne pour les magistrats qui ne jugeraient pas assez vite les affaires. Et voici que le 29 mai, le journal télévisé se fait l'écho d'un colloque de magistrats et avocats sur cette loi, on attrape au vol les commentaires de différents juristes : "loi faite en dépit du bon sens", "une fois de plus, pas d'étude préalable", "texte électoraliste voté

dans la précipitation quelques semaines avant les élections".

L'inflation du recours au judiciaire: reflet de notre société

Soyons de bon compte, il s'est quand même fait quelques bonnes choses dans le secteur ces dernières années, citons par exemple les dispositions prises pour l'accueil des victimes, l'information des citoyens, l'accès à la justice pour tous, dans le cadre des Maisons de Justice créées après l'affaire Dutroux. Et tous les maux de la justice ne viennent pas seulement d'une mauvaise gestion et d'un manque de moyens.

Il y a aussi la culture actuelle de l'individualisme, le culte de la loi du marché et la déliance sociale. L'individu isolé se tourne vers le tribunal pour des problèmes qui, dans d'autres temps ou d'autres cultures, peuvent se résoudre par l'intervention de membres de la communauté. Un philosophe disait dernièrement que le consommateur consomme du droit comme une marchandise... (il y aurait là une notion à approfondir sur le glissement idéologique, la loi du marché étant différente des lois du capitalisme et de l'ultra-libéralisme). Celui qu'on juge est aussi isolé, considéré comme seul responsable de ses actes, de son comportement et de ses carences, totalement extrait du contexte social qui a contribué à les fabriquer: les échecs du système scolaire, le chômage et les manques de logement social. Et le politique refile les effets de ses carences au judiciaire.

Entre-temps, constatons que le législateur pêche par imprévisibilité et non-étude de faisabilité des mesures qu'il prend.

Nos deux derniers Ministres de la Justice ont donné l'impression d'être tout strass et paillettes (il paraît pourtant que L.O. bosse beaucoup) répondant au coup par coup à l'actualité, un coup à droite, un coup à gauche, suivant le vent, pour satisfaire le public. On est bien dans une société de marketing. ■

PAR SANDRINE LAURENT

Nous publions ci-dessous un article qui aborde les conclusions d'une très intéressante enquête réalisée avec la collaboration de l'UDEP-Liège et de son comité de soutien. PAR M.D. ET ISABELLE PONET.

Sans-papiers, sans travail?

Fin août 2006, la presse rouvrait le dossier de la pénurie de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs de l'économie belge, particulièrement en Flandre où la réserve de chômeurs est moins grande. Le responsable de la fédération flamande de la construction annonçait que d'importantes entreprises du Nord du pays s'apprêtaient à engager des milliers de travailleurs étrangers. Depuis le 1er mai 2006, les Régions peuvent accorder en cinq jours des permis de travail à des ressortissants des nouveaux pays membres de l'Union européenne dans les secteurs reconnus critiques: construction, mécanique automobile, transport, électricité, entretien, horeca, personnel soignant.

lieux publics, pour donner plus de force à leur revendication: être "régularisés" afin d'avoir un emploi. La Belgique a donc là sous la main le potentiel généreux et dynamique qui lui est nécessaire. Mais le gouvernement violet n'a rien voulu entendre. Il n'a même pas accepté de poser la question des régularisations au Parlement.

Pourtant, la régularisation de tous les sans-papiers d'une région, quand elle est conçue dans le respect de tous⁽¹⁾, peut apporter à sa population un enrichissement économique et social autant qu'humain indéniable comme l'ont montré, à certains égards, les expériences espagnole⁽²⁾ et italienne. La consommation augmente, les commerces prospèrent, les caisses de la sécurité sociale se remplissent. Cela facilite les investissements dans le domaine social pour tous les citoyens. Enfin, les échanges culturels et humains peuvent se développer.

A contrario, la présence dans une ville d'un grand nombre de personnes sans-papiers et donc sans ressources, sans logement décent, sans suivi médical et psychologique suffisant, nécessite des dépenses importantes de personnel (CPAS, policier ou médical), alors que la région pourrait trouver un coup de fouet en engageant des travailleurs jeunes et disponibles, qui ne désirent pas dépendre du CPAS mais veulent prendre leur place dans la société en y travaillant.

Aujourd'hui déjà, avec le peu de ressources qui sont les leurs, les personnes sans-papiers font vivre activement certains secteurs de notre économie, comme les magasins d'alimentation, les écoles, les boutiques de téléphone (avec les communications internationales), de même que les transports en commun.

C'est pour tenter de comprendre toutes ces contradictions que nous avons profité de ce que les sans-papiers étaient rassemblés dans divers lieux de la province de Liège pour proposer à une soixantaine d'entre eux de réaliser un entretien à propos de leur vie professionnelle⁽³⁾.

Travail or not travail ?

Manifestement, les travailleurs les plus exploités, les "tout à fait clandestins", ne courent pas les églises. Sans aucune protection légale, ils travaillent de l'aube au crépuscule dans la cueillette, le bâtiment, l'horeca ou les ateliers de confection pour lesquels les filières les ont fait venir. Ils ne demandent pas de régularisation car ils savent qu'ils perdraient directement leur emploi.

Par contre, ceux que nous avons interviewés se sont tous manifestés auprès de l'Office des Étrangers. La plupart sont aujourd'hui en demande individuelle de régularisation et donc souvent sans ressources institutionnelles. Mais si la situation statutaire est différente pour chacun, le parcours professionnel qu'ils nous racontent est quasiment toujours le même.

Les formations

Dès qu'elles sont arrivées en Belgique et ont demandé l'asile, toutes les personnes que nous avons interviewées ont immédiatement cherché du travail et des formations. Tous, hommes et femmes, accordent une énorme importance à la formation. Pour certaines femmes du Maghreb, même très jeunes, ces premiers cours d'alphabétisation ou de couture sont aussi leur première rencontre avec l'école, la lecture et l'écriture. Dans ce cas, les formations qu'elles reçoivent portent sur les apprentissages de base du français et sur des compétences attractives comme la couture ou la coiffure. Ces cours sont dispensés par des écoles du quartier, des mouvements



Mais pourquoi donc ne commence-t-on pas par confier ces emplois à tous les travailleurs formés en ces domaines, intégrés chez nous, qui connaissent déjà bien les langues nationales et qui voudraient travailler: les sans-papiers ? Depuis 3, 5 ou 10 ans, ils font toutes les démarches possibles, y compris parfois mettre leur vie en danger par des grèves de la faim, pour obtenir les papiers qui leur permettraient enfin de chercher un boulot. Mais le plus souvent en vain ! Depuis un an, ils sont sortis de l'ombre, se sont organisés dans les églises et les

d'action sociale, ou par le Forem.

Quant aux hommes, à longueur d'entretiens, ils nous ont parlé de ces formations qu'ils souhaiteraient tellement suivre, dans tous les secteurs pour lesquels il manque précisément des bras selon les fédérations patronales (construction, commerce, boulangerie, mécanique...), et de toutes les formations qu'ils ont déjà faites pendant les mois où ils avaient un permis de séjour temporaire, mais d'où on les a exclus dès que le droit d'asile leur a été refusé.

L'interdiction de suivre des formations est encore plus mal ressentie par les sans-papiers que l'interdiction de travailler. Leur désir de savoir et d'exercer leurs capacités est immense. L'exclusion de la connaissance suscite une frustration aiguë, jointe à une impression d'inutilité profonde. Pour les femmes, cette exclusion des formations quand on leur retire leur carte de résidente est, de plus, ressentie comme un enfermement dans leur maison.

Pour beaucoup d'hommes et de femmes, ce sentiment de vacuité joint à l'insécurité permanente, aux conditions de logement déplorables, et parfois au souvenir des

souffrances anciennes, est cause de maladies et de dépressions.

Les emplois

La majorité des hommes que nous avons rencontrés nous ont parlé de ces emplois qu'ils ont occupés du temps où ils avaient une carte de résidence. Dès que cette carte leur a été retirée, ils ont perdu leur travail alors que, pour la moitié d'entre eux, leurs patrons attendent avec impatience qu'ils obtiennent leur régularisation pour pouvoir les reprendre, car ils ont besoin d'eux. Pour les sans-papiers, cette situation est un drame, mais c'est aussi une perte pour la société dans laquelle ils s'efforcent de vivre.

Car, si les emplois vacants en Belgique sont variés, les qualifications des travailleurs sans-papiers le sont également. La moitié des personnes rencontrées avaient déjà une bonne formation professionnelle, générale, voire parfois universitaire, avant d'arriver en Belgique. Leur apport dans de multiples domaines, y compris la recherche, pourrait être précieux.

Pour s'intégrer à la Cité

Tout au long de l'enquête, la seule revendication avancée a été la demande de travail et de formation. Jamais aucune exigence de soutien financier ou matériel n'a été évoquée. Les sans-papiers veulent travailler, et même sont prêts à travailler très dur, comme ils le prouvent chaque fois que cela leur est possible, pour pouvoir subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Ils attendent seulement qu'on leur reconnaisse les mêmes droits qu'aux autres habitants de la Cité, en échange des services qu'ils sont prêts à lui rendre à travers leur activité professionnelle.

Mais l'augmentation

des contrôles par les inspecteurs du travail et la lourdeur des amendes rendent beaucoup plus prudents les petits patrons. Ils engagent donc des étrangers durant leur période de recevabilité, à un moment où ceux-ci sont particulièrement avides de travailler mais sont également fragiles car ils n'ont qu'un permis temporaire et aucun contact avec les organisations ouvrières. En effet, il est frappant de constater que la plupart des interviewés n'avaient jamais rencontré de délégué syndical avant d'en voir dans les comités de soutien. Durant ces périodes de travail autorisé, le nombre d'heures de travail est moindre et les salaires sont un peu supérieurs à ceux des travailleurs tout à fait clandestins. Ils remplissent manifestement un rôle important dans notre économie puisqu'ils sont attendus impatiemment par leurs patrons. Le refus de leur accorder le droit à la résidence et le droit au travail, parce qu'ils n'appartiennent pas à l'Union européenne est donc inacceptable.

Alors qu'en reconnaissant à chacun le droit à un emploi "convenable", conforme à la législation du travail, contrôlé par les organisations syndicales, ils saperaient le pouvoir des trafiquants d'êtres humains, rencontreraient de vrais besoins économiques, amélioreraient les finances publiques et participeraient à la construction de plus justes relations sociales. ■

(1) Tout dépend de la manière dont est organisée la régularisation. Le contre-exemple que représente la forme de régularisation choisie par l'Allemagne nous indique comment une telle opération peut se faire exclusivement au service du profit économique et donc broyer encore un peu plus les personnes. C'est bien sûr sur ce terrain là que voudraient s'engager l'Union Européenne et Monsieur Sarkozy avec son concept d'immigration choisie.

(2) En Espagne, la régularisation de centaines de milliers d'étrangers a boosté l'économie de certaines régions. Cela a induit la création d'un nombre impressionnant d'emplois... sans détruire ceux des nationaux. D'après Souhail Chichah... dans *Le Soir* du 20/3/07, une grande banque espagnole (Caixa) estime que "le niveau de vie aurait chuté de 0,6% au lieu de croître de 2,6% si les immigrants n'avaient pas apporté du sang neuf entre 1995 et 2005".

(3) L'ensemble de l'enquête peut être obtenu auprès du comité de soutien de l'UDEP-Liège ou auprès d'Isabelle Ponet (isabelle.ponet@teledisnet.be)



La mondialisation capitaliste n'est pas synonyme d'une défaite définitive pour le mouvement ouvrier. Comme par le passé, le Capital reproduit potentiellement les conditions de sa propre négation. C'est ce que nous explique Beverly Silver, professeure de sociologie à la John Hopkins University et auteure de (ouvrage existant seulement en anglais) "Forces de travail. Mouvements ouvriers et mondialisation depuis 1870". ENTRETIEN PAR JOSEP MARIA ANTENTAS POUR "VIENTO SUR" (*)

Là où le Capital va, le conflit capital-travail ira aussi

Dans votre livre "Forces de travail" (Akal, 2005), vous rejetez l'idée selon laquelle le processus de mondialisation affaiblit de manière irréversible le mouvement syndical. Quelle est votre analyse de l'impact de cette mondialisation sur le mouvement ouvrier ?

Beverly Silver: Un point de vue commun explique que la mondialisation économique est en train de créer un seul marché du travail où tous les travailleurs du monde sont forcés d'entrer en concurrence, ce qui entraîne une spirale vers le bas pour les salaires et les conditions de travail et un affaiblissement du mouvement ouvrier dans le monde entier. Le point de vue défendu dans "Forces de travail" suggère que cette façon de voir les choses est trop simpliste et est, de fait, erronée.

Au contraire, l'impact de la mobilité géographique du Capital sur le mouvement ouvrier est moins unidimensionnel, il est beaucoup plus contradictoire que ce que l'on pense. Si nous analysons l'industrie automobile tout au long du XX^e siècle, par exemple, nous trouvons un schéma récurrent dans lequel les déplacements

successifs du Capital ont créé des conditions sociales similaires dans chacun de ses nouveaux espaces d'expansion. Les multinationales de l'automobile choisissent des lieux déterminés, de la ville de Détroit dans les années '20 jusqu'à Ulsan dans les années '80, en partie parce que ces lieux offraient la promesse d'une main d'œuvre bon marché et contrôlable. De fait, dans chacun de ces lieux d'investissements privilégiés, de nouvelles classes ouvrières ont été créées et de puissants mouvements ouvrier ont émergé. Ainsi, par exemple, l'industrialisation rapide associée aux "miracles économiques" basés sur le travail bon marché dans les années '60, '70 et '80 ont créé de nouvelles -et stratégiquement bien placées- classes ouvrières et de forts mouvements ouvriers. Je pense aux expériences d'Espagne, d'Afrique du Sud, du Brésil, de Corée du Sud, entre autres. Ces mouvements ouvriers n'ont pas seulement réussi par la suite à augmenter les salaires, à améliorer les conditions de travail et à renforcer les droits des travailleurs. Ils ont également joué un rôle dirigeant dans les mouvements en faveur de la démocratie, mettant à l'agenda politique des transformations qui ont été beaucoup plus loin de ce que voulaient les élites pro-démocratiques.

Dans l'histoire telle qu'elle est analysée dans "Forces de travail", les multinationales de l'industrie automobile ont sans cesse poursuivi partout dans le monde l'illusion de la main d'œuvre disciplinée et bon marché, pour se retrouver à recréer continuellement des mouvements ouvriers militants dans chacun de ces nouveaux espaces. Ce schéma récurrent d'expansion industrielle rapide suivi de l'émergence de forts mouvements

ouvriers nous amène à proposer une thèse sur l'impact de la mondialisation économique sur le mouvement ouvrier. Résumée simplement, elle revient à dire que "partout où va le capital, le conflit capital-travail ira également".

Il est évident que ces mêmes multinationales ont tenté de répondre aux militantismes ouvrier en réduisant le rythme des investissements dans les zones où ont émergé de puissants mouvements syndicaux, affaiblissant ainsi ces derniers. Cependant, je pense que nous pouvons tirer une série de conclusions importantes sur la relation entre la mobilité du capital et les mouvements ouvriers. Premièrement, l'ample et profonde crise que traversent aujourd'hui les mouvements ouvriers dans le monde ne peut pas s'expliquer principalement par la mobilité géographique du capital productif. Deuxièmement, si les schémas qui se sont reproduits dans le passé sont bien une sorte de guide pour le futur, nous devons alors nous attendre à l'émergence de puissants et très militants mouvements ouvriers dans ce que sont aujourd'hui les principaux lieux d'expansion rapide du capital. Et, de ce point de vue, la Chine est un endroit clé à analyser.

Quel est de votre point de vue l'impact sur les syndicats des changements dans l'organisation de la production et des nouvelles techniques de gestion de la main d'œuvre ?

B.S : C'est également un lieu commun de considérer que les différentes transformations dans l'organisation de la production et les nouvelles techniques de gestion du travail associées à des notions telles que la "production flexible" et le



"postfordisme", affaiblissent les bases traditionnelles du pouvoir de négociation des travailleurs. Une fois de plus, cependant, j'aimerais argumenter que l'impact de ces transformations pour les syndicats est moins unidirectionnel et beaucoup plus contradictoire que ce que l'on pense habituellement.

Prenons comme exemple une des innovations clés associée à la "production flexible": la méthode japonaise largement adoptée de la production en "just in time". Il s'agit d'une technique d'économie des coûts dans laquelle les stocks sont délibérément maintenus à des niveaux très bas. Par exemple, dans une opération d'assemblage dans une industrie, au lieu d'accumuler les composants, ces derniers sont approvisionnés seulement au moment où c'est



nécessaire, "just in time". La même chose se passe au niveau de la vente. Comme cette méthode augmente la productivité, de même que l'automatisation, elle exerce une pression vers le bas des conditions de travail et réduit les emplois, ce qui diminue le pouvoir de négociation des travailleurs sur le marché du travail. Mais la production "just in time" est également plus vulnérable aux interruptions du flux de la production que les

méthodes fordistes traditionnelles. Dans les industries de production de masse traditionnelles, les travailleurs possèdent un fort pouvoir de négociation sur leur lieu de travail. Un pouvoir qui dérive de leur situation stratégique située au cœur de la complexe division du travail. Avec la plus grande vulnérabilité de la production "just in time" face aux interruptions du flux, le pouvoir de négociation des travailleurs sur les lieux de production est

Quand la Chine s'éveillera...

Pour en revenir au thème des nouveaux espaces de la lutte des classes, comment vois-tu les tendances actuelles et les perspectives pour l'émergence d'un nouveau mouvement ouvrier en Chine ?

B.S : "Forces de travail" décrit un processus récurrent dans lequel de puissants mouvements ouvriers ont émergé dans chaque lieu où la production de masse s'est rapidement étendue. C'est pour cela que nous avons de bonnes raisons d'espérer l'émergence d'un puissant mouvement ouvrier en Chine dans un avenir proche. Un mouvement ouvrier dont le protagoniste sera la "nouvelle classe ouvrière en formation".

De fait, nous pouvons déjà observer d'importants conflits ouvriers en Chine. Ces conflits prennent deux formes. La première, c'est la résistance de la classe ouvrière "classique" face aux licenciements en masse des entreprises étatiques et qui voit sa sécurité d'emploi et ses prestations sociales rabaissées de ce fait. Depuis 1997, les luttes ouvrières ont "commencé à souffler comme une tempête", pour utiliser l'expression d'un rapport publié par le ministère chinois de la Sécurité publique. 1997, c'est l'année où le Parti communiste a commencé à

licencier massivement dans les entreprises publiques au nom de l'efficacité. En 1999, le gouvernement chinois a comptabilisé 100.000 protestations ouvrières, pour cette année-là, en majeure partie dans les entreprises d'Etat.

Evidemment, le protagoniste de ces conflits n'est pas la nouvelle "classe ouvrière en formation" qui émerge actuellement dans les industries en expansion, mais bien la vieille classe ouvrière établie qui est en train de s'éroder, de se "défaire". Dit autrement, ce sont les travailleurs qui subissent les pires effets destructeurs du processus de "création-destruction" induit par l'accumulation du capital dans la Chine contemporaine.

Lorsque l'on réfléchit à la dynamique globale contemporaine, pas seulement en Chine, il est utile de considérer le capitalisme historique comme étant caractérisé par un processus récurrent qui crée de nouvelles classes ouvrières en même temps qu'il défait et érode les anciennes. Ce processus de "créer-défaire" prend différentes formes spécifiques et spatiales. Il est parfois géographiquement concomitant. Les nouvelles et anciennes classes ouvrières sont juxtaposées spatialement,

mais d'autre fois elles sont séparées par des continents et des océans.

J'ai appelé les luttes des "classes ouvrières en formation" comme étant des "conflits ouvriers de type Karl Marx" et celles des anciennes classes ouvrières en voie d'érosion qui résistent contre la destruction de leur modes de vie comme des "conflits ouvriers de type Polanyi". Jusqu'à peu, il y a eu de nombreuses luttes de "type Polanyi" en Chine, mais encore peu du "type Marx". Mais, au cours de ces deux dernières années cependant, cela a drastiquement changé. Depuis 2004, il y a eu un nombre sans précédent de grèves et de manifestations de travailleurs, majoritairement de jeunes immigrants des zones rurales, qui travaillent dans les entreprises orientées vers l'exportation. Si ce ne sont là que les premiers pas d'une vaste vague de luttes "de type Marx", en tenant compte de la taille et de la centralité de la Chine dans le capitalisme aujourd'hui, nous pouvons alors espérer que cette vague aura des répercussions globales, qui détermineront non seulement l'avenir de la Chine, mais également les rapports entre le capital et le travail dans le monde entier. ■



également potentiellement plus grand. Un nombre important de grèves dans l'industrie automobile aux Etats-Unis et en Europe au cours de ces 10 ou 15 dernières années démontre ce fait. Les grèves dans les usines de composants ont rapidement bloqué les nombreux sites d'assemblage du fait de l'absence d'approvisionnement. La même chose se produit avec les grèves dans le secteur des transports duquel dépend fortement la production "just in time" afin d'assurer de manière sûre et rapide les "inputs" nécessaires. De manière plus générale, dans la mesure où la production et la distribution deviennent de plus en plus mondialisées dans de nombreux secteurs de l'économie, le potentiel des interruptions et des arrêts de production localisés dans un seul endroit de toute la ramification (transports, communication, production d'inputs) est énorme.

Ce que j'explique peut paraître un peu extraordinaire dans le contexte actuel dans lequel le mouvement ouvrier est sur la défensive. Cependant, je pense qu'il est utile de rappeler le fait que la majorité des observateurs des grandes transformations induites par le fordisme au début du XX^e siècle étaient eux aussi convaincus que ces changements sonnaient le glas des mouvements ouvriers. Le fordisme n'a pas seulement rendu obsolètes les anciennes qualifications de la majorité des travailleurs syndicalisés, il a également permis aux patrons d'obtenir une force de travail, une classe

ouvrière qui étaient considérée comme complètement divisée par ses origines ethniques, les travailleurs étant isolés entre eux par les technologies qui les fragmentaient et les aliénaient, telle que la chaîne de montage. Ce n'est seulement que par la suite, avec le succès de la syndicalisation dans la production de masse, que le fordisme a commencé à être vu comme un élément qui renforçait les syndicats de manière inhérente.

En d'autres termes, la production de masse a eu un impact de désorientation et de désorganisation initial sur le mouvement ouvrier lorsqu'elle fut introduite pour la première fois. Il a fallu du temps pour que les travailleurs de la production de masse comprennent la nature du pouvoir de négociation qu'ils possédaient, qui était très différent de celui que les travailleurs qualifiés avaient par le passé, et pour inventer à partir de là de nouvelles méthodes de luttes correspondantes. D'une certaine façon, je pense que nous sommes dans une période analogue de transition et d'ajustement, et non dans une crise terminale des mouvements ouvriers.

La précarisation et le développement du travail précaire peu qualifié posent de nouveaux défis importants pour les syndicats. Comment analyses-tu ces défis ? Quelles sont les réponses les plus appropriées selon toi ? Comment vois-tu le rôle de la lutte sur le lieu de travail et dans le territoire ?

B.S : Les changements dans l'organisation de la production que tu mentionnes posent effectivement de grands défis aux mouvements ouvriers. Avec les grandes entreprises qui sous-traitent chaque fois plus le travail dans une multitude de petites et délibérément indépendantes firmes, de même qu'avec l'augmentation du travail à temps partiel, temporaire et précaire, bon nombre de stratégies du mouvement ouvrier qui avaient prouvé leur efficacité dans le passé ne sont plus adaptées aux nouvelles réalités. Il faut de nouvelles stratégies.

Si nous regardons à travers le monde, nous pouvons voir des exemples de travailleurs qui expérimentent avec succès des stratégies plus adéquates face aux réalités du travail informel. Nous pouvons voir dans ces expériences des combats potentiellement précurseurs d'un nouveau mouvement ouvrier. En Inde, par exemple, les femmes qui travaillent dans de petites entreprises ont gagné la reconnaissance de leurs syndicats dans des conditions qui paraissaient extrêmement défavorables: rotation du personnel volontaire et involontaire élevée, absence de qualifications qui pouvaient les protéger de la concurrence dans un marché du travail saturé par l'offre et emplois dans des industries (comme le tabac ou la construction) qui se caractérisent par une multiplication de petites entreprises au lieu d'un nombre réduit de grandes firmes qui peuvent

êtres des objectifs plus faciles pour les campagnes de syndicalisation. Leur succès s'explique parce qu'elles ont laissé de côté les stratégies plus traditionnelles centrées sur le lieu de travail pour se concentrer sur l'organisation dans les quartiers. De plus, au lieu de limiter leur cible aux seuls patrons, elles se sont concentrées sur la lutte par rapport à l'Etat, avec des revendications sur l'amélioration des conditions de travail dans l'industrie et d'autres concernant une meilleure protection sociale et que cette dernière soit garantie par les autorités publiques. Des luttes similaires ont également eu lieu dans de nombreuses villes d'Amérique latine.

De la même manière, aux Etats-Unis, certains des travailleurs les plus mal payés dans le secteur des services, comme les nettoyeurs des grattes-ciels dans les grandes villes du pays, ont récemment obtenu des victoires significatives en utilisant des stratégies analogues. A nouveau, il s'agissait de travailleurs qui semblaient ne posséder qu'un faible pouvoir de négociation. Leur travail ne requiert pas de qualifications extraordinaires. Ils n'ont pas de sécurité d'emploi et la rotation est très élevée. Beaucoup sont sans-papiers, vulnérables et sous la menace de l'expulsion. Les employeurs sont bien souvent des entreprises sous-traitantes créées spécifiquement dans le but de contourner les conventions collectives existantes dans l'entreprise-mère.

Comme en Inde, au lieu de prendre pour cible les employeurs directs (la firme sous-traitante), les campagnes de syndicalisation sont passées au-dessus de leur tête pour chercher à identifier et à mettre sous pression celles qui avaient le pouvoir de changer réellement les choses. Dans ce cas-ci, les travailleurs ont obtenu que les autorités et les grandes multinationales prennent leurs responsabilités pour le comportement des firmes sous-traitantes qu'elles emploient. ■

(*) Paru dans la revue de nos camarades dans l'Etat espagnol, "Viento Sur" n°86, Mai 2006. Traduction: Ataulfo Riera pour La Gauche.

Die Linke (La Gauche): Succès électoral à Brême

Lors des élections régionales du Land de Brême, le 13 mai, les partis du gouvernement ont nettement reculé. La Gauche, alliance à gauche de la gauche, réalise une percée avec 8,4 % des suffrages.

DE BERLIN, PAR MANUEL KELLNER

À Brême, la grande coalition gouvernementale d'Angela Merkel -la CDU (chrétien-conservateur) et le SPD (social-démocrate)- était au gouvernement depuis 1995, le SPD étant majoritaire. Le SPD, avec 36,8 %, recule de 5,5 points, tandis que la CDU perd 4,1 points et atteint 26,7 % des suffrages. Tous les partis d'opposition sont gagnants: les Verts (16,4 %) gagnent 3,6 points, le FDP libéral (6 %) se félicite de passer le seuil des 5 % et entre au Parlement de Brême, tout comme le DVU (2,75 %), parti d'extrême droite, grâce à son score de 5,4 % à Bremerhaven (l'avant-port de Brême). Mais c'est Die Linke (La Gauche), produit avant la lettre de la fusion du Parti de gauche-Parti du socialisme démocratique (L.PDS) et de l'Alternative électorale pour l'emploi et la justice sociale (Wasg), qui réalise, avec 8,4 % des voix, un résultat presque sensationnel.

En effet, les sondages, jusqu'au jour des élections, voyaient La Gauche à environ 5 % des voix. Si, en réalité, ce nouveau parti retrouve à peu près le score de l'alliance du L.PDS et de la Wasg aux dernières élections nationales, cela n'en demeure pas moins une avancée électorale remarquable. En effet, jusqu'à

présent, les résultats électoraux étaient bien meilleurs pour la gauche dans les nouveaux Länder de l'Est que dans les anciens Länder de l'Ouest. L'Ouest semble donc conquis -bien qu'il faille tenir compte des particularités d'une petite région urbaine, qui favorise les petites forces politiques.

Mais il y a aussi un facteur politique à retenir: le profil de la campagne électorale de La Gauche à Brême était clairement oppositionnel et antilibéral. Il n'était aucunement question d'une participation à un gouvernement régional mené par le SPD. On est donc bien en droit de comparer le bon résultat de Brême au résultat catastrophique des élections régionales de Berlin, où le L.PDS a payé son rôle de partenaire du SPD et sa participation à une politique d'austérité, de contre-réformes sociales et de privatisations, en perdant presque la moitié de sa base électorale.

La création formelle du nouveau parti, La Gauche, réunissant L.PDS et Wasg, aura lieu dans un mois. Il est souhaitable que les délégués du congrès de fusion prennent acte du succès électoral de Brême, en contraste avec l'échec flagrant de Berlin, dû au crétinisme opportuniste des milieux qui s'obstinent à cogouverner de concert avec le SPD (et qui militent pour que le nouveau parti fasse la même chose au niveau fédéral). ■



Avec 53% des voix au deuxième tour de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy remporte magistralement l'élection qu'il a préparé depuis si longtemps, et inflige une lourde défaite politique à la gauche et au monde du travail. Jamais d'ailleurs, une campagne électorale n'aura duré aussi longtemps, quasiment depuis l'année 2002 qui avait vu la gauche éliminée du premier tour au profit d'un duel Chirac-Le Pen (droite gaulliste contre extrême droite), qui a profondément marqué les consciences populaires. PAR DOMINIQUE MEZZI

Une guerre de mouvement gagnée par la droite dure

Beaucoup de commentateurs nomment cette victoire de Sarkozy le triomphe d'une "droite décomplexée", qui ose afficher ses valeurs réactionnaires. Mais en même temps qu'il tente de tuer les références progressistes qui ont porté la gauche politique depuis une quarantaine d'années, le nouveau président n'a pas hésité à brouiller les cartes, et à reprendre sur son étendard les symboles de l'histoire du mouvement ouvrier. Sarkozy a même déclaré: "Les congés payés, c'est de droite ? de gauche ? Non, c'est un acquis social". Mais c'est le même Sarkozy qui mène une guerre ouverte, avec l'aide du patronat, contre les 35 heures (une loi très peu protectrice pour les conditions de travail en généralisant la flexibilité et donc peu soutenue par les salariés les plus exploités) mises en place en 1999-2000!

Avec également la mise en avant du thème de la "valeur-travail" et du soutien démagogique aux Français "qui se lèvent tôt", à ceux que la vie "a brisé", ou qui sont victimes des "délocalisations", Sarkozy a fait un rapt sur les valeurs traditionnellement portées par la gauche, pour bien montrer que cette gauche n'avait plus de conviction, plus de projet, plus de passé, et donc aucun avenir. C'est par ce mélange libéral-populiste que le candidat dit de la "rupture" (alors qu'il gouverne depuis 5 ans !) veut redonner à la droite l'assise populaire qui lui faisait défaut depuis longtemps.

Une gauche attendue, mais pas à la hauteur

La gauche a perdu une élection qui pouvait apparaître impossible à perdre. En effet, la séquence politique et sociale en France depuis 1995 est celle d'un refus du libéralisme dans les faits et dans les

luttons (grèves de 1995 des services publics, grèves de 2003 contre la réforme des retraites), dans l'opinion publique (fort soutien des mouvements sociaux dans les indicateurs d'opinion), et même dans les élections politiques ces dernières années.

La gauche n'était pas au deuxième tour des élections en 2002 parce que son bilan a fortement déçu et démobilisé son électorat, qui s'était abstenu au premier tour. Mais la base électorale de J. Chirac en 2002 était très réduite (moins de 20% au premier tour), et son gouvernement avait d'étroites marges de manoeuvre. La suite l'a montré. Dès 2003, les luttes sociales reprenaient. En 2004, la droite enregistre une défaite cuisante aux élections régionales et européennes: 21 régions sur 22 passent à gauche. Et, en 2005, la même droite libérale (ainsi que l'appareil du PS) enregistre la baffe du NON très majoritaire au référendum sur le traité constitutionnel. Le peuple de gauche, et plus généralement une partie importante de la population et de la jeunesse ne voulaient plus de cette politique et de ce gouvernement anti-social. La jeunesse s'est d'ailleurs massivement mobilisée en 2006, avec un très fort soutien des salariés, et elle a été victorieuse contre un contrat d'aggravation de la précarité: le Contrat première embauche (CPE).

Guerre de mouvement

Alors pourquoi la gauche a-t-elle quand même perdu ? Notre hypothèse est que cette élection est, plus que le simple reflet passif d'une situation, le résultat d'une bataille politique au grand jour, qui a pris à témoin la population attentive, l'électorat mobilisé. Elle a été une guerre de mouvement (Sarkozy est même allé puiser ses références chez Gramsci), où

la capacité d'initiative et de réhabilitation de l'action politique a compté énormément.

L'électorat s'est massivement mobilisé pour trouver une "solution politique" à la crise, dans le contexte d'une gauche déboussolée dans ses repères, et en même temps d'un refus populaire du libéralisme concret. Cette participation massive est allée à l'inverse de tout ce qu'il se passait depuis une vingtaine d'années, où l'on notait une prise de distance avec les élections et beaucoup d'abstentions. Depuis 2004, ce phénomène est enrayé et, pour 2007, le mouvement de retour aux urnes est spectaculaire: plus de 8 millions d'électeurs supplémentaires ont participé. Cette participation se voyait nettement dans la campagne qui a passionné la population, autant que sur le traité constitutionnel.

Dans cette campagne passionnée et mobile, il y a eu des mouvements massifs de transferts de voix, comme si le pays cherchait une solution nouvelle. Plus de 4 millions d'électeurs ont changé leur vote entre 2002 et 2007. Cette mobilité s'est opérée au profit de trois offres politiques: N.Sarkozy (droite UMP), S. Royal (PS) et F. Bayrou (UDF, droite modérée).

N. Sarkozy a fait très tôt le plein des voix de droite, puis a capté, phénomène inédit depuis la montée du FN en France, une partie importante de l'extrême-droite. Il a réussi à s'imposer, pour les plus fragiles et les plus déboussolés sur le plan politique, comme l'homme qui rassure, par un positionnement d'ordre. Dès le premier tour, il attire plus d'un million d'électeurs de Le Pen de 2002 (celui-ci passe de 16,86% en 2002 à

10,44%). Au deuxième tour, il attire plus de 63% de l'électorat Le Pen, alors que celui-ci appelait à l'abstention. Sur le plan sociologique, Sarkozy capte l'électorat le plus âgé, la petite bourgeoisie, et les campagnes, mais aussi une partie importante du salariat du secteur privé sans tradition d'organisation et insécurisé par la mondialisation capitaliste.

Ségolène Royal, candidate "atypique" du Parti socialiste, gagne 4,8 millions de voix par rapport à Jospin en 2002. Elle est apparue comme une candidate de renouvellement possible du personnel politique totalement usé de la direction du PS. Mais elle a choisi de se placer très vite très à droite des thèmes de la gauche, reprenant et valorisant du même coup les "valeurs" d'ordre, le blairisme, etc, bref, tout ce que Sarkozy martelait depuis 2002. Simultanément, elle a recyclé la thématique de la "démocratie participative", fortement édulcorée, qui a pu faire croire à une modernisation de l'action politique. Elle a donc réellement réussi à capter dès le premier tour une partie importante des voix potentielles d'une gauche anti-libérale éclatée, et qui, sans adhérer à son programme copiant le logiciel sarkozyste, faisait le calcul qu'il fallait lui donner la chance d'être au second tour, pour ne pas renouveler le cauchemar de 2002. Et au second tour, elle est la première dans l'électorat très jeune, chez les employés, les ouvriers, les chômeurs, un certain nombre de grandes villes.

Les mêmes calculs d'une partie de l'électorat potentiel anti-sarkozyste, ne trouvant pas d'expression suffisamment attractive à gauche, se sont traduits dans le vote au premier tour pour François Bayrou. Celui-ci, issu d'une droite centriste dite modérée (UDF), d'ordinaire peu puissante, gagne 4,8 millions de voix par rapport à 2002 (avec plus de 18%). Il a donc pu faire croire, affichant des positions très "anti-système", qu'il serait au deuxième tour et qu'il pourrait battre Sarkozy de manière plus certaine que S. Royal. Cela ne s'est pas produit ainsi, mais c'est quand même lui qui a polarisé les débats entre les deux tours, puisque son score était déterminant pour faire basculer un des deux challengers d'un côté ou de l'autre. S. Royal a alors, entre



les deux tours, affiché ostensiblement un projet d'alliance au centre, amplifiant le brouillage des cartes à gauche et ouvrant une crise à venir dans le PS.

Au total, nous avons donc eu de fortes secousses et déplacements de voix vers ces trois "grands" candidats: un mouvement totalement nouveau de l'extrême-droite vers la droite sarkozyste, donc vers un candidat synthétisant le libéralisme débridé, la thématique réactionnaire de Le Pen, et une démagogie populiste; et un mouvement vers S. Royal et partiellement vers Bayrou du potentiel électoral d'une gauche cherchant à empêcher le pire, mais orpheline d'une expression nouvelle aux luttes antilibérales qui ont jalonné la dernière période. C'est en définitive le candidat le plus armé, le plus déterminé, qui l'a emporté dans ce bras de fer, dont le dénouement n'était pas donné d'avance.

Refondation

Evidemment, l'élection de Sarkozy aurait été impensable dans les années 1970 et même dans les années 1980-90. Il a fallu une série de reculs sociaux et idéologiques pour que la possibilité d'un tel dénouement soit ouverte. Ouverte, mais pas inéluctable pour autant, car l'action politique a sa propre autonomie.

Les défaites sont évidemment nombreuses, très nombreuses, depuis la crise des années 1974, depuis le chômage de masse, et depuis la trahison des gouvernements de gauche successifs qui ont vidé la gauche de ses repères les plus solides, affaibli les syndicats, brouillé la conscience de classe. Au total, il est indéniable que la conscience politique de gauche, même si le repère gauche-droite

demeure, est érodée, brouillée, surtout dans les couches les plus exploités, les plus fragilisés, permettant à des démagogues de prendre un ascendant idéologique sur des salariés écoeurés, révoltés, méprisés par les puissants et non défendus par les forces qui devraient logiquement le faire. C'est ce qui explique la poussée ancienne du vote Front national jusque dans les milieux populaires.

A l'automne 2005, la révolte des banlieues a été le révélateur ultime d'une crise de décomposition sociale, mais aussi de l'absence de perspectives pour le mouvement ouvrier progressiste, incapable de se mobiliser, tétanisé par la demande d'ordre et de fermeté venant des populations. Sarkozy, comme ministre de l'intérieur, a su depuis 2002 surfer sur cette demande de sécurité et d'ordre, reconstruisant la droite comme à la fois libérale sur le plan socio-économique et étatiste sur le plan de l'encadrement policier, judiciaire, pénal, des populations.

En fait, le peuple de gauche est traversé par une demande contradictoire qui le déchire en partie, comme si "deux France" s'opposaient: celle qui, à 70%, approuve la mobilisation jeune et populaire contre le CPE et celle qui, à 70%, approuve l'état d'urgence instauré en novembre 2005, pendant la crise des banlieues. On mesure là les défis de refondation d'une gauche de combat, sociale et politique, existante mais incapable de se fédérer, malgré les succès partiels qu'elle a remporté dans les luttes (mobilisations jeunes) ou contre le traité constitutionnel européen (29 mai 2005). ■

L'assemblée nationale de l'association Sinistra Critica (opposition de gauche, issue de Rifondazione comunista, PRC, et animée par nos camarades italiens de la IV^e Internationale) s'est tenue à Rome, les 14 et 15 avril derniers. Cette rencontre a été organisée à un moment extrêmement délicat pour l'avenir de la gauche radicale en Italie. DE ROME, PAR FLAVIA D'ANGELI*

Pour une alternative anticapitaliste!

Romano Prodi et Massimo d'Alema, leaders de l'Unione (coalition anti-Berlusconi), construisent un nouveau Parti démocrate (au centre). Fausto Bertinotti (PRC) et Fabio Mussi (DS, majorité de l'ex-PCI) posent les bases d'un nouveau regroupement de gauche, prétendument anti-libéral, mais de plus en plus social-libéral dans les faits, dans le cadre du Parti de la gauche européenne. Si bien que la gauche anticapitaliste doit à nouveau définir les conditions politiques et organisationnelles de son avenir.

Comme souvent, l'Italie montre le chemin à l'Europe. Ainsi, les interrogations auxquelles l'opposition de gauche du PRC se trouve confrontée font aussi

subjectivité autonome des femmes vive de manière permanente, structurée, énergique et visible. Le fait d'être féministe est un élément constitutif de son existence. En d'autres termes, une gauche qui entend mettre en discussion l'ordre social existant sera féministe ou ne sera pas. Parce que sans la moitié du monde, on ne peut pas faire de politique.

Beaucoup de gens de gauche, en particulier de la gauche actuellement au gouvernement, considèrent que ce sont des discours un peu dépassés, un peu superflus. En réalité, tous les jours, Ratzinger [Benoît XVI] nous rappelle que ce n'est pas le cas. Tous les jours, la réalité des faits nous en convainc. Ces mêmes faits qui révèlent que la première

continue à proposer des politiques que nous détestons: la guerre, le libéralisme, etc... ? Nous avons clairement affirmé que nous ne voulions pas que soit fondé, au cours de cette assemblée, le 12^e parti communiste d'Italie, ou que soit proclamée une scission d'avec le PRC, qui s'est déjà divisé de lui-même.

C'est une assemblée en revanche qui part de la difficulté dans laquelle nous nous trouvons, parce que c'est bien de cela qu'il s'agit, pour proclamer qu'on ne peut en sortir qu'en essayant de retisser des liens sociaux, des luttes, des confluctualités.

Nous l'avons dit et nous en sommes convaincus: les mouvements sont les



irruption en France. Comment sortir de l'impasse ? Comment poser les bases d'un véritable projet féministe, anticapitaliste, anti-impérialiste et respectueux de l'environnement, "sans si ni mais" ?

Sinistra Critica se présente toujours ainsi, dans tous ses manifestes: "Association Sinistra Critica, féministe, écologiste". Nous devons revendiquer le fait que nous sommes une association qui a pour trait d'identité de départ la revendication de la légitimité, de la nécessité, de l'importance, de la centralité de l'organisation des femmes, afin qu'elles existent, y compris dans ce processus, comme facteur subjectif fortement représenté. Plus la gauche se pense comme opposition radicale à l'ordre politique et social existant, plus elle doit faire en sorte qu'en son sein une

cause de mortalité des femmes dans le monde, c'est la violence des hommes, les maris, les pères, les frères, les fiancés, c'est-à-dire cette famille traditionnelle que les évêques et une grande partie du gouvernement actuel veulent défendre et qui, pour les femmes, n'est très souvent qu'un cauchemar⁽¹⁾.

Centralité des mouvements sociaux

Mais revenons un peu à nous, soit à l'association Sinistra Critica. Aujourd'hui, nous avons tous ensemble (groupes sociaux, mouvements, syndicats, organisations locales, etc.) essayé de discuter de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous nous sommes posé cette question fondamentale: comment articuler une opposition sociale à un gouvernement qui ne nous plaît pas, qui

moteurs de tout processus politique. Les partis sont et doivent être des instruments au service des mouvements, mais ce sont ces derniers qui changent l'histoire. Ce sont les mouvements qui font l'histoire. Nous croyons vraiment à cela, pas comme ceux qui, au sein du PRC, ont développé jusqu'ici la mystique du mouvement. Une mystique qui proclamait hier que les mouvements étaient tellement forts que nous allions au gouvernement pour changer le monde, la société. Cette même mystique qui aujourd'hui parle de désert social et impose que nous avalions toutes les pilules, la guerre y compris, sous prétexte que les mouvements sociaux ont disparu.

Nous n'avons jamais défendu cette mystique. Nous sommes convaincus de la

centralité des mouvements sociaux. Nous sommes convaincus que les mouvements doivent être construits patiemment, qu'ils ont besoin de temps, qu'ils doivent être respectés dans leur parcours, leurs modalités, qui sont certes parfois un peu extravagantes, mais quoi qu'il en soit certainement plus intéressantes que la politique politicienne de certains partis ou organisations politiques que nous avons été obligés de fréquenter au cours de toutes ces années.

Rifondazione comunista c'est nous !

Cependant, beaucoup d'entre nous dans cette assemblée ont été, sont et veulent à continuer à être -avant qu'ils ne soient renvoyés l'un après l'autre comme des malpropres- des militant-e-s d'un parti. Nous continuons à penser qu'il est quoi qu'il en soit nécessaire, utile et important de construire une subjectivité politique, de nous donner des instruments d'initiatives politiques. Beaucoup d'entre nous ont créé ce Parti, le PRC, qu'encore aujourd'hui j'ai envie d'appeler paradoxalement mon Parti. Nous l'avons construit contre vents et marées en 1991. nous l'avons défendu du lynchage à gauche qui a suivi la décision, en 1998, de rompre avec le premier gouvernement Prodi. Ce parti, nous l'avons amené, pas seuls bien sûr, mais avec différents groupes, dans la rue à Gênes, au sein des mouvements contre la guerre. Ce parti, quelqu'un comme Franco Turigliatto, plus que moi, a contribué à le créer, jour après jour, dans les cercles, les fédérations, etc.

Le problème c'est qu'aujourd'hui quelqu'un s'est emparé de notre parti. Le groupe dirigeant du PRC, à commencer par son leader, a décidé que cette anomalie italienne, c'est-à-dire l'existence d'un parti qui, malgré toutes ses limites, tentait d'échapper par la gauche aux ruines du 20^e siècle, devait être supprimée. Ce même groupe dirigeant a décidé que, dorénavant, nous avions quelque chose à faire avec Fabio Mussi⁽²⁾. Le même Mussi avec lequel le Parti, dans son ensemble, avait rompu en construisant une alternative à la Bolognina⁽³⁾ et aux DS, Democratici di Sinistra, le regroupement qui a remplacé le PDS en 1998.



Nous ne nous résignons pas

La majorité actuelle du PRC a donc décidé que ce parti ne doit plus exister. Ils l'ont tant et si bien décidé qu'ils répètent à l'envi que le PRC est une organisation qui va continuer à exister. Parce que pour réussir à tirer ce parti dans une autre direction, il faut que le groupe dirigeant tente de convaincre au moins quelques uns de ses militants en leur disant: "Pas de souci, le wagon demeure, le problème est que l'on change de voie".

Ils peuvent continuer à appeler ce parti Rifondazione comunista. Mais, en votant la guerre, en votant les coupes budgétaires sur les retraites, en votant ce que chaque jour ils votent au Parlement, ça devient autre chose. C'est déjà autre chose que le parti que nous avons connu.

Et alors ? Alors, nous ne nous résignons pas à cette évolution. Nous ne voulons pas choisir entre avaler cette soupe, c'est-à-dire la logique de la réduction des dommages en votant la guerre etc., ou rentrer à la maison. Non, nous ne voulons pas nous résigner à cela. Nous savons qu'il existe un espace réel de construction dans ce pays d'une gauche alternative, anticapitaliste. Une gauche qui récupère le sens de la politique, non comme art de la médiation, selon la formule d'un homme important⁽⁴⁾, mais comme participation, conflit, élaboration d'une transformation collective de l'existence et de la vie des gens. Parce que nous croyons vraiment à la construction d'une alternative sociale et que nous ne pensons pas pouvoir la mener avec Prodi et D'Alema. C'est notre seul défaut. Nous continuons à croire à cette politique.

Nous croyons que la sanction infligée à Franco Turigliatto -qui a été exclu du PRC pour n'avoir pas voté le programme guerrier du gouvernement- l'a été également parce qu'il a démontré sur le terrain quel type de politique ils étaient en train de développer. Cette politique qui, si elle n'est pas transformation, conflit et participation, devient simple administration de ce qui est, ou au mieux, réduction des dommages. C'est pour cela que Franco Turigliatto a été sanctionné.

Nous ne nous résignons pas. Nous n'allons pas rentrer à la maison. Nous ne démobilisons pas. Nous continuerons à construire des initiatives, des mouvements, de la conflictualité sociale, et nous continuerons à construire également l'association Sinistra Critica comme instrument au service de la reconstruction d'une gauche alternative et anticapitaliste dans ce pays. Nous ne croyons pas que cette alternative puisse mourir avec Fausto Bertinotti, et donc nous pensons que le camarade Franco Turigliatto ne doit même pas songer un seul instant à aller cultiver son jardin: il doit demeurer au service de cette expérience, de ce parcours qui commence ici. ■

* Paru dans le périodique suisse "SolidaritéS".

(1) Référence aux débats sur le Pacis italien, qui ont divisé le gouvernement Prodi et dans lesquels sont intervenus fortement le Vatican et ses relais institutionnels et médiatiques.

(2) Chef de file de l'aile gauche des DS - Democratici di Sinistra

(3) Du nom du quartier de Bologne où avait été annoncée, en 1989, le projet de créer le Partito democratico della sinistra (PDS) sur les ruines du Parti communiste

(4) Référence à Fausto Bertinotti qui parlait de la politique comme de l'art du compromis entre le désir et le possible, cf. La Repubblica du 26 février 2007

Il existe une tension au cœur de la révolution bolivarienne au Venezuela. Bien que présente depuis plusieurs années, elle n'est apparue sur le devant de la scène qu'au cours des derniers mois, depuis la réélection présidentielle d'Hugo Chavez en décembre 2006, son annonce des "cinq moteurs" pour propulser le pays dans le "socialisme du XXI^e siècle", et son appel pour un nouveau parti socialiste unifié afin d'organiser cette transition. C'est la tension entre les réalisations anti-néolibérales et anti-impérialistes de la révolution -qui sont indéniables- et sa promesse socialiste -qui n'est précisément encore rien d'autre qu'une promesse. PAR STUART PIPER

Les DÉFIS du SOCIALISME du XXI^e siècle

C'est avant tout la profondeur des réformes de structure du Venezuela -sa rupture souvent bruyante mais non moins réelle avec les priorités de marché du consensus de Washington- qui a fait du processus un phare pour le mouvement altermondialiste et la gauche internationale. C'est d'abord cette attitude anti-néolibérale consistante qui a motivé le bon accueil fait à Hugo Chavez au Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2005, avant même qu'il ne prenne le moindre engagement en faveur du socialisme.

Cette influence a de loin dépassé l'Amérique latine et les cercles de solidarité traditionnels d'Europe et d'Amérique du Nord. Deux exemples sont emblématiques.

Le premier vient d'Indonésie, où le nouveau parti de gauche PAPERNAS fait volontiers référence à l'exemple vénézuélien afin d'illustrer et de défendre sa plate-forme pour le rétablissement de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles et le développement économique du pays.

Le second vient d'Égypte, où il est coutume dans le bazar du Caire de donner aux dattes en vente le nom de personnages publics, relativement à la qualité de chaque lot de ces fruits secs. A la suite de la guerre au Liban de l'année dernière, il n'est guère surprenant que les variétés les plus amères portent les noms "Bush", "Blair" et "Olmert". Ni que les dattes, les plus fines, les plus douces, soient appelées "Nasrallah", du nom du leader du Hezbollah. Mais parmi les autres variétés savoureuses, quelques places plus bas, il en est une nommée "Chavez". Le

dirigeant vénézuélien a en effet rappelé son ambassadeur d'Israël, en protestation contre l'agression.

Tout ceci illustre simplement le retentissement extraordinaire que l'opposition tenace du Venezuela à l'Empire a eu auprès de dizaines de millions de ce que Frantz Fanon avait appelés jadis "les damnés de la terre", un retentissement sans pareil au cours des vingt dernières années, devenu perceptible après la défaite du coup d'état anti-Chavez de 2002 et le développement, à partir de 2003, des "Missions" de santé et d'alphabétisation.

Le retour des questions stratégiques

Mais, plus récemment, quelque chose d'autre a émergé pour donner au processus vénézuélien un impact plus grand, plus profond encore. Cela a commencé en 2005 avec l'invitation de Chavez à discuter du "socialisme du XXI^e siècle", une discussion qui se poursuit avec plus d'intensité que jamais depuis son engagement en décembre 2006 à en faire le principal défi pour le Venezuela dans la période à venir. C'est naturellement d'une importance décisive pour la lutte au Venezuela. Mais cela transforme aussi son potentiel international.

D'abord, pour tous ceux d'entre nous qui militent dans des pays où le mot "socialisme" avait disparu du vocabulaire politique de la plupart des gens au cours des dernières années, il est soudainement redevenu possible de parler de socialisme sans donner l'impression de débarquer d'une autre galaxie. Plus encore, le Venezuela est le premier laboratoire

de grande nature -au moins depuis le Nicaragua dans les années 80- à expérimenter ce à quoi la démocratie socialiste pourrait réellement ressembler au XXI^e siècle, et quelles stratégies sont disponibles pour y parvenir. Certaines de ces questions stratégiques se sont mises à réapparaître sous la forme théorique au cours des dernières années. A titre d'exemple, il y eut un débat important dans les pages de Critique Communiste, de la LCR France, impliquant Daniel Bensaid, Antoine Artois, Alex Callinicos et d'autres. Parmi les questions centrales: dans les conditions actuelles, une révolution socialiste et la construction d'un nouveau type d'état impliquent-elles nécessairement un moment crucial, explosif, où l'ancien appareil d'état s'effondre, une sorte de "Prise du Palais d'Hiver", résultant d'une grève générale insurrectionnelle ou peut-être d'une lutte militaire prolongée ? Ou est-il possible d'envisager l'émergence de nouvelles structures étatiques, défendant de nouveaux intérêts de classe, à côté ou même à l'intérieur de l'ancien état défendant les intérêts de l'ancienne classe dominante ?

C'est probablement la question la plus décisive qui se pose au mouvement bolivarien au Venezuela. Au risque de simplifier abusivement, le processus politique au Venezuela peut être décrit comme une révolution nationaliste, anti-néolibérale et anti-impérialiste, au sein de laquelle une révolution socialiste lutte pour émerger. Et, paradoxalement, les deux aspects se cristallisent dans la personne de Chavez. La révolution socialiste lutte pour émerger car le processus s'est d'abord développé à partir d'une victoire électorale conventionnelle (démocratique bourgeoise)

en 1998, avec l'appui d'une assez large coalition de classes et qui, au moins jusqu'au coup d'état avorté d'avril 2002, a fait peu pour dépasser le cadre institutionnel. La Constitution bolivarienne de 2000 a certes révisé ces institutions et comprenait nombre de passages radicaux sur la participation populaire et la centralité des besoins et du potentiel humains, mais elle n'a pas remis en cause les principes de base (de la démocratie représentative, ou des relations de propriété privée). Jusqu'à un certain point, elle a enraciné l'alliance de classes qui l'avait portée.

Depuis l'insurrection contre le coup d'état de 2002, et spécialement depuis la lutte contre le lock-out patronal à la fin de cette année là, les mobilisations populaires, les Missions, les Comités de Terres Urbains, diverses expériences sporadiques ou partielles de contrôle ouvrier, quelques-unes des coopératives rurales et urbaines, et plus récemment les Conseils Communaux émergents, ont commencé à dépasser l'ancien cadre de l'Etat bourgeois, jusqu'à le "défier". Mais les leviers centraux du pouvoir au Venezuela, en ce compris le bureau de la présidence, demeurent institutionnellement localisés, même "piégés", au sein des anciennes structures administratives. Le problème pour le mouvement bolivarien -et peut-être pour la plupart des situations révolutionnaires potentielles dans le monde d'aujourd'hui- est de savoir contourner l'appareil existant, tout en étant parvenu au pouvoir à travers lui (c'est-à-dire par une élection). Dans le cas vénézuélien, ce problème est lié à un autre: comment le mouvement peut-il développer une véritable direction collective et se libérer de la pesante tutelle d'un "caudillo" révolutionnaire, aussi intègre et capable soit-il, comme Chavez lui-même semble en reconnaître la nécessité ?

Cogestion ouvrière et démocratie communale

Deux des développements les plus récents au Venezuela, ainsi qu'un plus ancien, semblent dessiner une possible solution. Le plus ancien est l'expérience de cogestion avec contrôle ouvrier développée dans quelques entreprises depuis début 2005, dont la plus notable est la fabrique d'aluminium ALCASA de



Ciudad Guayana. Cette expérience reste très limitée dans sa diffusion, inégale dans son application, et des signes inquiétants laissent penser qu'elle serait tombée en disgrâce auprès de la direction centrale. Chavez n'en a presque pas fait mention dans ses discours d'ouverture de décembre et de janvier ébauchant les priorités pour la nouvelle période de la révolution. Mais elle demeure jusqu'à présent l'exemple le plus ambitieux et inspirant d'une alternative radicale à l'ancien système. Les deux développements les plus récents sont l'appel pour un nouveau Parti Socialiste Unifié, le "parti le plus démocratique que le Venezuela ait jamais connu", et l'"explosion révolutionnaire de pouvoir communal" désignée par Chavez comme le cinquième et plus important moteur de la transition du Venezuela vers le socialisme du XXI^e siècle.

Tout ceci semble confirmer une vieille vérité: la solution ne peut être que la démocratie -l'extension radicale de la démocratie dans toutes les sphères de la vie sociale- car c'est, en dernière analyse, l'essence même du socialisme. La "propriété collective" des moyens de production est inutile si elle n'implique pas une extension du contrôle démocratique sur l'économie.

Voici comment le Président Chavez a décrit le défi du pouvoir communal, le 8 janvier, lors de la prestation de serment de son nouveau gouvernement: "*Cette année, avec les Conseils Communaux, nous devons dépasser l'échelon local. Nous devons commencer à créer, d'abord*

par loi, une sorte de confédération régionale, locale et nationale de Conseils Communaux. Nous devons avancer vers la création d'un état communal. Et l'ancien Etat bourgeois, toujours là, encore vivant, nous avons à le démanteler pièce par pièce, au fur et à mesure de la construction de l'état communal, de l'Etat socialiste, de l'Etat bolivarien, un Etat capable de mener à bien une révolution. Presque tous les Etats sont nés pour empêcher les révolutions. Notre tâche est de convertir un Etat contre-révolutionnaire en Etat révolutionnaire.

C'est évidemment un projet ambitieux ! Le révolutionnaire vénézuélien et ancien ministre Roland Denis -souvent un critique de gauche de Chavez- a certainement raison lorsqu'il voit dans les Conseils Communaux -destinés à rassembler de 200 à 400 familles pour débattre et décider des dépenses locales et des plans de développement- une opportunité historique pour se défaire de l'Etat bourgeois. En théorie, il en existe déjà 18.000, et il devrait en exister 30.000. En pratique, la plupart ont encore à s'organiser et à fonctionner.

Problèmes

Mais la conception actuelle des Conseils Communaux pose deux problèmes. Le premier est qu'ils ne sont pas entièrement autonomes. Ils ont été créés et sont réglés par une loi rédigée et adoptée par l'"ancien Etat", même si c'est un ancien Etat peuplé de chavistes. Cela diffère significativement du Budget Participatif (BP) de Porto Alegre ou d'autres de ses manifestations plus radicales dans d'autres



partie un rôle de substitut.

Voilà pourquoi l'appel à construire un nouveau Parti Socialiste Unifié (PSUV) est potentiellement un pas si important. Cela pourrait tout simplement être la meilleure façon de surmonter la dépendance à un seul leader central. Mais à la seule condition que ce soit un parti fondamentalement ouvert et démocratique, et pas un instrument

monolithique destiné uniquement à relayer des décisions déjà prises. C'est un défi d'envergure pour les nombreux petits courants et partis qui s'identifient déjà comme marxistes ou socialistes. Le plus important d'entre eux à être issu d'une tradition explicitement marxiste révolutionnaire, le Parti Révolution et Socialisme (PRS) regroupant notamment les principaux leaders de la fédération syndicale UNT actuellement divisée, vient de se scinder sur la question. Certains de ses leaders les plus connus ont rejoint le projet PSUV, tandis que les autres ont décidé de rester en dehors.

Notre opinion est que les premiers ont absolument raison d'arguer que cette opportunité ne doit pas être manquée et que c'est justement parce qu'il existe un réel danger que le projet soit détourné par d'anciens éléments bureaucratiques que les révolutionnaires doivent combattre pour s'assurer que le PSUV soit pleinement démocratique et n'accueille pas de représentants de la classe capitaliste vénézuélienne ou de la nouvelle bureaucratie qui mine la révolution bolivarienne de l'intérieur. C'est fort semblable à au combat mené par les camarades de la section brésilienne de la IV^e Internationale dans les années 80 pour faire du PT un "parti sans chefs" avec un maximum de démocratie interne, de pleins droits de tendance, la représentation proportionnelle des minorités à la direction, un quota de 30% de femmes, etc. -un combat qui fut largement victorieux et qui a contribué à faire du PT le phare qu'il fut pour la gauche internationale pendant une décennie au moins.

Trois enjeux

Pour résumer, trois enjeux immédiats et un enjeu à moyen terme semblent se

présenter au processus révolutionnaire vénézuélien. Le nouveau parti pourra-t-il devenir un véritable parti révolutionnaire de masse, ce qui implique un espace profondément pluraliste et démocratique pour organiser et coordonner l'activité de tous les secteurs et courants de la classe ouvrière (au sens le plus large) et d'autres secteurs opprimés de la société vénézuélienne ? Les expériences exemplaires de cogestion ouvrière avec contrôle ouvrier parviendront-elles à s'étendre dans des sections beaucoup plus larges des secteurs public et privé ? Réussiront-elles à faire le lien avec les Conseils Communaux et d'autres formes de pouvoir populaire territorial, et à les impliquer dans le contrôle démocratique des lieux de travail et, plus largement, de l'économie ? Les nouveaux Conseils Communaux pourront-ils devenir de véritables centres de pouvoir populaire, disposant d'un pouvoir de décision souverain sur tous les aspects des budgets et plans de développements locaux et nationaux ? Et tous ces organes parviendront-ils à s'unir au plan national pour construire un nouveau type d'état qui défende les intérêts populaires ?

En d'autres mots, les défis immédiats sont d'ordres démocratiques. Ils s'orientent vers une extension radicale de la démocratie participative dans chaque coin et recoin de l'édifice social, bien au-delà de la sphère politique traditionnelle. Voilà quel a toujours été le projet socialiste, avant, pendant, et après le XXI^e siècle: Un approfondissement sans précédent des droits démocratiques. Sous cet angle, la question des nationalisations et de l'expropriation du capital privé devient une conséquence naturelle, plutôt qu'une condition préalable. Dès que le capital cesse d'être contrôlé par les capitalistes, et qu'il est soumis aux décisions démocratiques des travailleurs et de la communauté, aux niveaux local et national, il cesse aussitôt d'être un capital privé et commence à obéir à une toute autre logique: celle des besoins et du potentiel humain et, tout aussi urgentement, de la survie de l'environnement.

Et le parcours entre ces deux points fait aussi partie des sujets dont la théorie de la révolution permanente a entamé l'analyse, il y a près d'un siècle. ■

villes du Brésil, qui ont influencé l'initiative vénézuélienne à un degré considérable. Le BP y a été établi "informellement" par une convergence des mouvements sociaux des quartiers pauvres et du parti au pouvoir local (PT - Partido dos Trabalhadores), profitant d'une faille dans la constitution brésilienne de 1988. Un de ses principes fondamentaux est l'autonomie et l'autorégulation. Il n'y a jamais eu la moindre législation sur le BP: il a écrit ses propres règles et peut les modifier à volonté, et ni les représentants du gouvernement local, ni ceux du parti, n'ont de prise directe sur lui.

Le second problème est que les Conseils Communaux n'ont pas de pouvoir de décision souverain sur l'entièreté des budgets locaux. En fait, les sommes débattues et allouées par les Conseils Communaux du Venezuela proviennent de versement directement alloués par la Commission Présidentielle pour le Pouvoir Communal: 1,6 milliards de dollars l'année dernière, et autour du double cette année. Ils ne contrôlent pas les budgets publics existants, et leurs relations avec les ressources et structures administratives sous le contrôle des assemblées locales, maires et gouverneurs élus demeurent floues. Vont-ils commencer à les absorber et les supplanter ou exister parallèlement à eux ?

Ces deux problèmes sont partiellement le résultat d'un autre: en dépit de l'explosion de toutes sortes de mobilisations sociales au cours de ces dernières années, le Venezuela n'a jamais eu une tradition de mouvements sociaux fortement organisés, ni de parti révolutionnaire de masse, ni même de parti de classe, capable d'organiser de telles initiatives. Le "phénomène Chavez" joue en

Le Bloc de Esquerda (Bloc de Gauche, BG) portugais vient de célébrer à Lisbonne, les 2 et 3 jui derniers, sa V^e Convention (congrès) nationale qui a renforcé son profil d'opposition de gauche au gouvernement du social-démocrate Socrates. Une belle leçon de démocratie pour une belle réussite politique. PAR RAÚL CAMARGO

V^e Congrès du Bloc de Gauche

Depuis sa création en 1999, le Bloc de Gauche s'est fortement consolidée et implantée dans la société et dans le paysage politique, devenant aujourd'hui une force significative qui compte plus de 4.000 membres, des centaines d'élus locaux, 8 parlementaires et une présence active dans les luttes et les mouvements sociaux.

La Convention de juin a été dominée par la volonté de construire une opposition de gauche forte au gouvernement social-libéral de Socrates. La politique ouvertement néolibérale menée par le gouvernement du Parti socialiste portugais suscite un malaise et un mécontentement importants dans les couches populaires, ce qui s'est exprimé au travers de la grève générale qui s'est tenue le 31 mai contre les mesures de déréglementation dans la fonction publique. S'il est exact que cette grève a eu un impact limité, elle a tout de même permis de mettre en évidence la véritable nature du social-libéralisme lorsqu'il arrive au pouvoir et son acharnement à approfondir des politiques qui finissent toujours par provoquer le retour de la droite pure et dure.

Quatre motions de tendance

La V^e Convention du Bloc a réuni plus de 600 délégués issus de tout le pays et représentants les 4.200 membres de l'organisation (le pays compte 10 millions d'habitants, comme la Belgique, NDLR). Les débats se sont concentrés autour de quatre motions-tendances, représentatives de la pluralité interne du Bloc. La Motion A, qui rassemblait les trois organisations fondatrices du Bloc (l'APSR, section portugaise de la IV^e Internationale; l'UDP, ex-maoïste et Política XXI, issue du PCP) et de nombreux militants non issus de ces organisations, a présenté un document intitulé "*La gauche socialiste comme alternative au gouvernement Socrates*". Ce texte établit les lignes de forces prioritaires pour une gauche de

combat qui met à l'avant plan la lutte contre le changement climatique à partir d'une perspective anticapitaliste et contre toutes les injustices provoquées par le capitalisme. Cette tendance a rassemblé près de 75% des délégués.

La Motion B, intitulée "*Pour une*



Plateforme de démocratie socialiste" était impulsée par un groupe qui trouve son origine dans diverses organisations de l'extrême gauche portugaise des années '70. Cette motion insistait dans ses thèses sur la nécessité d'approfondir la structuration interne du Bloc et dans la gestion correcte du pluralisme interne. Cette Motion rassemblait 5% des délégués. La Motion C intitulée "*Tous dans la lutte, tous dans les rues !*" était défendue, ensemble avec quelques indépendants, par le courant Ruptura/FER, une organisation liée à la tendance LIT (Ligue internationale des travailleurs, trotskysme "moréniste"). Cette motion était la plus critique à l'égard de la direction sortante du Bloc (essentiellement de la Motion A) et a centré ses attaques sur la supposé absence

de pluralisme interne dans l'organisation et l'adhésion du Bloc au Parti de la Gauche Européenne (Ruptura/FER a notamment demandé que le Bloc exige dans le PGE l'exclusion de Rifondazione comunista pour son soutien au gouvernement Prodi). Cette Motion, qui rassemblait 12% des délégués, demandait également qu'un rapprochement s'opère avec le Parti Communiste Portugais (PCP), notamment dans le travail syndical.

Enfin, la Motion D (3% des délégués) s'est présentée sous le titre "*Le Bloc pour une majorité sociale des gauches*", et était défendue par un groupe de militants de la ville de Matosinhos. Cette motion insistait sur la nécessité de lier plus étroitement le Bloc au mouvements sociaux, mais ses propositions étaient très similaires à celles de la Motion A.

Le débat de congrès fut très

riche, premièrement dans la discussion des différentes Motions, ensuite dans le débat sur les statuts et enfin pour l'élection des 80 membres de la nouvelle direction nationale. La composition élue de cette dernière, est la suivante:

- Motion A: 404 votes; 62 représentants; 74,5%
 - Motion B: 24 votes; 4 repr.; 4,42%
 - Motion C: 78 votes; 12 repr.; 14,3%
 - Motion D: 17 votes; 2 repr.; 3,13%
- Il y a eu 3 votes blancs et 6 nuls,

A noter que notre camarade Francisco Louça, de l'APSR, a été élu porte-parole du Bloc. Le Bloc de Gauche est sorti renforcé de ce congrès, notamment dans sa capacité à articuler différentes traditions de gauche sans perdre pour autant une perspective clairement anticapitaliste. ■

Les camarades russes de "Vpered" (voir notre dernier numéro de La Gauche) ont posé une série de questions sur l'actualité du marxisme aujourd'hui à notre camarade Daniel Bensaïd, philosophe et dirigeant de la LCR française. 2^e partie...

Daniel Bensaïd: Réponses aux questions des camarades russes de Vpered (2^e partie)

Quels sont les principaux problèmes théoriques que les marxistes auraient aujourd'hui à résoudre ?

D.B. Je parlerais de problèmes à travailler, plutôt qu'à résoudre. Car leur solution n'est pas purement théorique, mais pratique. Si elle existe, elle sera le résultat de l'imagination et de l'expérience de millions et de millions de gens. En revanche, il y a des questions à reprendre et à travailler à la lumière d'un siècle d'expériences que ni Marx, ni Engels, ni aucun des pères fondateurs ne pouvaient imaginer.

Et d'abord, la question écologique. Il y a bien chez Marx une critique de la conception abstraite d'un progrès à sens unique (dans les premières pages des *Grundrisse*), et l'idée que, dans le cadre de rapports sociaux capitalistes, tout progrès a son revers de dégâts et de régressions (à propos de l'agriculture dans le *Capital*). Mais ni lui, ni Engels, ni Lénine, ni Trotsky n'ont réellement intégré les notions de seuil et de limites. La logique de leur polémique contre les courants malthusiens réactionnaires les poussait à parier sur l'abondance pour résoudre les difficultés. Or, le développement des connaissances scientifiques nous a fait prendre conscience des risques d'irréversibilité et des différences d'échelle. Personne ne peut être sûr aujourd'hui que les dégâts infligés à l'éco-système, à la biodiversité, aux équilibres climatiques, seront réparables. Il faut donc corriger un certain orgueil prométhéen et se souvenir que, comme le soulignait Marx dans les *Manuscrits parisiens de 1844*, si l'homme est "un être naturel humain", c'est d'abord un être naturel, donc dépendant de sa niche écologique.

Ensuite, il paraît important de penser les conséquences stratégiques des changements en cours dans les conditions spatiales et temporelles de la politique. Il existe une littérature théorique abon-

dante sur la question du temps, aussi bien à propos des rythmes économiques (cycles, rotation du capital, mesure sociale, etc), qu'à propos de la discordance des temps sociaux (ou de ce que Marx appelait déjà le "contretemps" et Bloch la "non-contemporanéité"), entre un temps politique, un temps juridique, un temps esthétique (auxquels il faudrait ajouter aujourd'hui un temps long de l'écologie).

Un troisième thème majeur serait celui du travail et de ses métamorphoses, aussi bien du point de vue des techniques de gestion de la force de travail par les procédures de contrôle machinique, que par la recomposition du rapport entre travail intellectuel et travail manuel. Les expériences du XX^e siècle ont en effet montré que la transformation formelle des rapports de propriété ne suffisait pas pour en finir avec l'aliénation dans et par le travail. Certains en concluent que la solution consisterait dans la "fin du travail", ou dans l'exode (la fuite ?) hors de la sphère de la nécessité. Il y a chez Marx une double compréhension du concept de travail : une compréhension anthropologique, au sens large, qui désigne le rapport de transformation (ou le "métabolisme") entre la nature et l'espèce humaine; et une compréhension spécifique ou restreinte, qui entend par travail le travail contraint, et notamment la forme du travail salarié dans une formation sociale capitaliste.

Par rapport à cette signification restreinte, on peut et on doit se fixer pour but de libérer le travail et de se libérer du travail, de socialiser le revenu pour aboutir au dépérissement de la forme salariale. Mais on ne peut éliminer pour autant le "travail" (même si on l'appelle autrement) au sens général d'activité d'appropriation et de transformation d'un environnement naturel. Il s'agit donc de penser les formes sous lesquelles cette activité pourrait devenir créatrice, car il est fort douteux que puisse exister une

vie libérée et épanouie si le travail lui-même demeure aliéné.

Une quatrième question majeure serait celle de la -ou des- stratégie(s) pour changer le monde. En effet, après un bref moment d'euphorie ou d'ébriété, au lendemain de la chute du Mur de Berlin et de l'explosion de l'Union soviétique, la grande promesse libérale a vite perdu sa crédibilité. Les dégâts sociaux et écologiques de la concurrence marchande "non faussée" se révèlent chaque jour dans toute leur ampleur. L'état de guerre et d'exception permanents ne sont que le revers logique de cette crise historique. La naissance des mouvements altermondialistes exprime un constat de faillite: le monde n'est pas à vendre, le monde n'est pas une marchandise... Moins de quinze ans après la victoire annoncée définitive du capitalisme (la fameuse "fin de l'histoire" selon Fukuyama), l'idée que ce monde du capitalisme réellement existant est inhumain et inacceptable est largement partagée.

En revanche, il existe un doute très fort sur les moyens de le changer sans reproduire les échecs et les caricatures de socialisme du XX^e siècle. Il faut donc, sans renoncer à la centralité de la lutte des classes dans les contradictions du système, penser la pluralité de ces contradictions, de ces mouvements, de ces acteurs, penser leurs alliances, penser la complémentarité du social et du politique sans pour autant les confondre, reprendre la problématique de l'hégémonie et du front unique laissée en chantier par les débats de la III^e Internationale ou par les *Cahiers de Prison de Gramsci*, approfondir les rapports entre citoyenneté politique et citoyenneté sociale... Vaste programme, qui ne peut avancer qu'avec l'apport de nouvelles expériences de lutte et d'organisation. ■



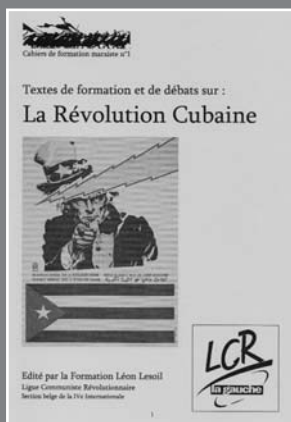
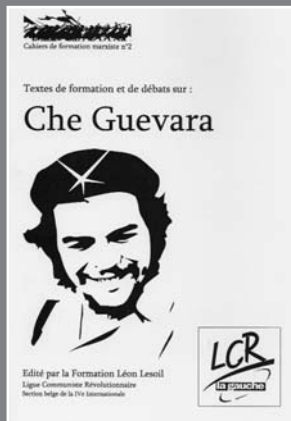
Le vendredi 8 juin, lors des mobilisations contre le G8 en Allemagne, 20.000 altermondialistes radicaux sont parvenus, à force de saturer le dispositif policier en pleine campagne, à bloquer pendant plusieurs heures la "zone rouge" au sein de laquelle se réunissaient les chefs d'Etat des puissances impérialistes. Une action réussie qui renoue avec les meilleures traditions du "mouvement des mouvements". Il faut souligner, une fois de plus la dure répression policière. Plusieurs membres du CADTM ont été arrêtés, ainsi qu'une médi-activiste d'Indymedia Liège. Ces arrestations ont suscité dans les milieux progressistes en Belgique, et à l'initiative du CADTM, une très forte mobilisation afin de faire pression sur les autorités allemandes, mobilisation qui s'est avérée payante.

Bouquinages



Cahiers de formation marxiste: n°1 : "Che Guevara"; n°2: "La Révolution cubaine"; n°3: "Marxisme et sionisme", n°4: "La question nationale en Belgique" et n°5: "La stratégie révolutionnaire aujourd'hui". Edités par la Formation Léon Lesoil asbl, prix: 3 euros.

Les Cahiers de formation marxiste sont des anthologies de textes d'analyse produits avant tout -mais pas seulement- par notre courant : la LCR (ex-POS) et la IV^e Internationale. Leur contenu nécessite généralement une certaine compréhension de base des sujets abordés et à ce titre ils ne constituent pas des documents de "vulgarisation" sur les thèmes traités. Leur but est avant tout de récupérer la riche élaboration théorique de notre courant tout au long de son histoire en offrant un panel le plus complet de ces analyses afin de les transmettre aux nouvelles générations militantes. Ils constituent ainsi des outils pour la formation marxiste, collective ou individuelle et s'adressent donc avant tout aux membres



et aux sympathisant/es de notre organisation, mais sont également mis à la disposition de toute personne intéressée par les questions traitées et nos positions.

Les cinq premiers Cahiers rassemblent une série de textes anciens ou plus récents, mais tous pratiquement introuvables: des résolutions des congrès de la IV^e Internationale ou de la LCR (ex-POS), des articles publiés dans Inprécors, la revue Quatrième Internationale ou dans La Gauche.

Pour commander ces brochures, qui font entre 40 et 60 pages, versez 3 euros par exemplaire sur le compte de la Formation Léon Lesoil : 001-0728451-57 + mention du (des) titre(s) et écrire à info@sap-pos.org. ■

A partir de juin, un nouveau site pour la LCR Belgique:

www.lcr-lagauche.be



G8 Une RÉPRESSION féroce

Année après année, le G8 n'en finit plus de se contenter de proclamations creuses qu'il n'a nullement l'intention de tenir, sur fond de répressions féroces contre des manifestants pacifiques. Neuf membres du CADTM France et du CADTM Belgique ont été détenus pendant plus de 48 heures, sans la moindre raison valable.

Le CADTM juge consternantes les proclamations du G8 et dénonce la répression féroce contre des manifestants pacifiques

A propos de l'aide à l'Afrique, le G8 se fend une fois de plus d'une promesse qui ne coûte pas grand-chose. Le doublement de l'aide d'ici 2010, promis à Gleneagles en 2005, a été répété, mais les derniers chiffres publiés sont catastrophiques: selon l'OCDE et la Banque mondiale, l'aide à l'Afrique hors remises de dettes a baissé en 2006. D'autre part, les 60 milliards de dollars promis à terme, sans échéancier précis, afin de lutter contre le sida, la tuberculose et la malaria, ont pour partie déjà été annoncés au cours des derniers mois, il n'y a donc là pas grand-chose de nouveau. Dans le même temps, le secteur de la santé se détériore gravement en Afrique et le nombre de personnes qui y souffrent de la faim s'accroît. Souvenons-nous également que dès 1970, les pays riches s'étaient engagés à consacrer 0,70% de leur revenu national brut à l'aide au développement. Près de 40 ans plus tard, le chiffre exact pour les pays du G7 est de seulement 0,26%.

A propos du climat, le G8 s'est contenté de sauver la face, mais sans prendre le moins du monde la mesure de l'enjeu environnemental pour les décennies à venir. Reconnaître la nécessité de réduire substantiellement les émissions de gaz à effet de serre est bien la moindre des choses, mais cela n'a aucune chance d'être crédible et efficace sans objectif chiffré commun aux huit pays. Pourtant, ce sont les pays du G8 qui en sont les principaux émetteurs et les populations des pays en développement en subissent de plus en plus durement les conséquences.

Ce sommet du G8 a aussi nettement marqué la reprise de la course aux armements, sous l'impulsion des Etats-Unis. Estimées à 1.000 milliards de dollars en 1990 et 1.200 milliards de dollars en 2006, les dépenses militaires mondiales devraient atteindre 1.500 milliards de dollars en 2007. Les Etats-Unis y consacrent plus de 500 milliards de dollars à eux seuls. Pour le CADTM, la revendication du désarmement généralisé n'est pas négociable.

A propos de la reprise du cycle de Doha au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le G8 prend prétexte de sa nécessité pour les pays pauvres, alors que la logique de ces négociations, dans la droite ligne des politiques d'ajustement structurel imposées depuis les années 1980, est profondément néfaste pour les populations pauvres des pays en développement.

Quant aux autres sujets abordés, le G8 s'est contenté du strict minimum qui ne sera évidemment pas atteint, voire d'effets d'annonce qui ne trompent personne.

Pour le CADTM, huit chefs d'Etat, reclus dans un lieu surprotégé par d'imposantes forces armées qui ont bafoué sur ordre la liberté de circulation et de protestation pacifique, font mine de se réjouir d'avancées qui n'existent pas. Le CADTM ne reconnaît aucune légitimité au G8, qui comme la Banque mondiale, le FMI ou l'OMC, traverse une crise de légitimité absolument gravissime. Pour le CADTM, il faut construire au plus vite une alternative basée sur un fonds de développement des Nations unies relié à un réseau de Banques du Sud, dont la priorité absolue serait la garantie des droits humains fondamentaux. ■

PAR ERIC TOUSSAINT

sommaire

■ ALTERNATIVES	
■ Des alternatives (5)	2
■ EDITO	
■ A droite, toute!	3
■ ECO-LOGIQUE	
■ Le climat pris en otage au G8	4
■ POLITIQUE	
■ Huit ans de Verhofstadt	6
■ Le 10 juin et la gauche radicale	8
■ Interview avec Carine Russo	12
■ SOCIAL	
■ Libéralisation de la Poste	16
■ JUSTICE DE CLASSE	
■ Que se passe-t-il avec la Justice?	18
■ PLANETE SANS VISA	
■ Sans-papiers, sans travail?	20
■ SYNDICATS/MONDIALISATION	
■ Là où le Capital va...	22
■ INTERNATIONAL	
■ France: une guerre de mouvement	24
■ Italie: une alternative anticapitaliste	26
■ Venezuela: le défi du socialisme	28
■ Portugal: Ve congrès du Bloco	31
■ MARXISME	
■ Réponses de Bensaid à Vpered (2)	32
ARRÊT SUR IMAGE	35
BOUQUINAGES	



www.lcr-lagauche.be

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE.** **la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT.** Le débat au centre... de **la gauche**. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, ex-POS) et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de cette dernière.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.